



Investir dans les populations rurales

Royaume du Maroc

Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM)

Prêt FIDA N°1100001727 -MA

Rapport de la mission de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 9 au 26 novembre 2016
Date du document: 20/01/2017
No. du Projet: 1100001727
No. du rapport: 4348-MA

Département de la gestion des programmes

Dates de la mission: 9 au 26 novembre 2016
Date du document: 20/01/2017
No. du Projet: 1100001727
No. du rapport: 4348-MA

Département de la gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	3
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du Programme	3
C. Produits et réalisations	4
D. Performances de l'exécution du Programme	8
E. Aspects fiduciaires	11
F. Durabilité	13
G. Impacts	14
H. Conclusion	15

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes	17
Appendice 2: Cadre logique axé sur les résultats	20
Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus	22
Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	36
Appendice 5: Questions financières	
Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement, état d'avancement	41
Appendice 7: Gestion des savoirs, apprentissage et innovation	43

Sigles et acronymes

AAO	Avis d'appel d'offres
AO	Appel d'offres
ADA	Agence pour le développement agricole
AGR	Activité génératrice de revenus
ANO	Avis de non objection (du FIDA)
ANOC	Association nationale ovine et caprine
ANAPEC	Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences
AT	Assistance technique
AUEA	Association d'usagers d'eau agricole
BE	Bureau d'études
CCA	Centre de conseil agricole
CR	Commune rurale
DAO	Dossier d'appel d'offres
DB	Direction du budget (ministère de l'Economie et des Finances)
DP	Direction du projet
DPA	Direction provinciale de l'Agriculture
DRA	Direction régionale de l'Agriculture
DRF	Demande de remboursement de fonds
FDA	Fonds de développement agricole
FFS	Farm Field School
FIDA	Fonds international de développement agricole
IGF	Inspection générale des finances
INDH	Initiative nationale de développement humain
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODCO	Office de développement de la coopération
ONCA	Office national du conseil agricole
ONSSA	Office national de la sécurité sanitaire des produits alimentaires
OPA	Organisation professionnelle des agriculteurs
PDRZM	Programme de développement rural des zones de montagne
PDFAZMH	Projet de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz
PDFAZMT	Projet de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc vert
PTBA	Programme de travail et budget annuel
SAHA	Service des aménagements hydro-agricoles
S&E	Suivi-évaluation
SMOP	Service de mise en œuvre des projets
SFDA	Société financière de développement agricole (Tamwil Al Fellah, filiale du Crédit agricole du Maroc)
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UCCP	Unité centrale de coordination du Programme
UGPP	Unité de gestion provinciale du programme

A. Introduction

1. Une mission¹ du Fonds international de développement agricole (FIDA) a été effectuée au Maroc du 9 au 26 novembre 2016, dans le cadre de la première mission de supervision du programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM, phase I). La mission s'est rendue dans les deux provinces concernées par la phase I du Programme (Azilal et Sefrou) où elle a visité des réalisations sur le terrain² et rencontré des représentants des partenaires et des bénéficiaires. Au terme de la mission de terrain, une réunion de restitution a été tenue à Rabat le 24 novembre 2016 au siège de l'Agence de développement agricole (ADA) en présence de l'ensemble des directions centrales concernées par le programme.

2. La mission exprime ses remerciements aux responsables et cadres de l'Agence de développement agricole, des directions centrales du MAPM et de la Direction du budget au MEF, à Messieurs les directeurs provinciaux de l'agriculture d'Azilal et de Sefrou, aux responsables, cadres et techniciens des deux DPA et des UGPP, aux partenaires du programme et aux populations pour leur collaboration et leur soutien qui ont permis un bon déroulement des travaux de la mission.

3. A titre de rappel, l'objectif global du programme est de contribuer à réduire la pauvreté (de 30% à 2030) et d'améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne. L'objectif spécifique est de renforcer les populations cibles pour améliorer leurs revenus et leur résilience aux effets du CC, à travers la mise à niveau des chaînes de valeur basées sur la gestion durable des ressources naturelles et la diversification de l'économie locale.

4. Le coût total du programme (première phase sur cinq ans) est estimé à 50 millions de \$US soit environ 410 millions de MAD. Son financement comprend : i) une contribution du FIDA de 26,5 millions de dollars US (51%) sous forme de prêt à taux ordinaire et sous forme de don pour un montant de 500'000 USD ; ii) une contribution du Gouvernement, estimée à 13 millions \$US (27%) ; iii) un cofinancement par 2 dons, l'un du GEF de 6,5 millions \$US (13%) et l'autre de l'ASAP de 2 millions \$US (4%) ; et iv) la contribution des bénéficiaires pour 2 millions \$US (4%).

5. Le programme a été effectif (entrée en vigueur) depuis le 23 février 2015, l'atelier de démarrage a eu lieu en avril 2015. La date d'achèvement du programme est prévue pour le 31 mars 2020 et la clôture du prêt est fixée au 30 septembre 2020. Le programme est articulé autour de deux composantes techniques et d'un dispositif de coordination et de gestion. Les composantes techniques sont: i) Développement et valorisation des filières agricoles ; et ii) Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification des revenus.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du projet

6. Bien que la mise en vigueur du Programme ait été prononcée en février 2015, celui-ci n'a effectivement démarré que début 2016 avec la mise en place de l'assistance technique aux deux UGPP de Sefrou et d'Azilal³. Le programme a donc un retard d'exécution d'une année. Les réalisations ont porté principalement sur la mise en place des équipes du Programme, un important travail de planification des interventions (préparation des plans participatifs de développement des filières et des plans de renforcement des capacités), d'identification et d'organisation des bénéficiaires, de signature des conventions de partenariat avec les organisations de bénéficiaires, d'organisation de sessions de formation pour le personnel de l'équipe du programme et de préparation des dossiers d'appel d'offres pour les études et certains travaux. Toutefois, ni les études ni les réalisations physiques sur le terrain n'ont encore été engagées⁴. En conséquence, l'appréciation globale de la mission sur l'état d'avancement du programme est « **modérément insatisfaisant** ».

7. **Au niveau de la coordination, de la gestion et de l'organisation du programme**, on constate que les deux UGPP sont opérationnelles mais que les comités de pilotage au niveau

¹La mission était composée comme suit: Mr Naoufel Telahigue, CPM, chef de mission, Mr. Chakib Nemmaoui, chargé d'appui au programme FIDA au Maroc(les deux ont rejoint la mission à Rabat à partir du 19 novembre) ;Mr. Mohamed Milourhmane, consultant, spécialiste en développement rural, chef de mission technique ; Mr Abdelhamid Abdouli, consultant ICARDA; Mr. Thomas Cazalis, consultant, spécialiste en développement des filières ;Mr. Bartali El Houssine, consultant, chargé des infrastructures; Mr. Anas Abou Elmikias, consultant chargé des aspects de gestion financière et de passation des marchés.

² La mission a effectué certaines sorties en 2 groupes.

³Il faut rappeler que le don du FIDA de 500000 USD qui a démarré en août 2014 et clôturé en août 2015 devait servir pour engager l'assistance technique, réaliser les plans de développement des filières et installer le système de suivi-évaluation du Programme.

⁴ A l'exception d'un chantier de réhabilitation de plantations de noyers à Azilal.

national et provincial ne se réunissent pas. Il a été convenu avec l'ADA de tenir les réunions de ces organes durant le premier trimestre 2017. Les systèmes de suivi financier et de suivi-évaluation du programme ne sont pas encore mis en place et l'enquête de base pour l'établissement de la situation de référence n'a pas encore été réalisée; elle le sera une fois validés les indicateurs de suivi-évaluation après mise en place du système de suivi évaluation prévu en décembre 2016. Les TDR de cette enquête seront transmis par l'ADA au FIDA pour non objection dans le courant du mois de décembre 2016. Par ailleurs, et à part les conventions avec les organisations professionnelles des agriculteurs (OPA) porteuses des projets identifiés dans le cadre du programme, aucune convention de partenariat institutionnel n'a encore été établie.

8. En conséquence, l'état d'avancement de l'exécution au niveau de l'organisation, de la coordination et de la gestion globale du projet est jugé **modérément insatisfaisant**.

9. **Au niveau de la gestion financière et de la passation des marchés**, les procédures de passation de marchés sont respectées, mais les **décassements accusent un important retard** : ainsi, à la date de la mission et après écoulement de 20% de la durée du projet, le taux de décaissement reste nul, sachant que des demandes de remboursement ont été envoyées au FIDA mais ont été rejetées pour erreurs⁵. Ce taux est donc jugé **très insatisfaisant**.

C. Produits et réalisations

C-1. Composante I : développement et valorisation des filières

Sous-composante I.1. Filières végétales

10. **Prévisions.** Les prévisions pour la sous-composante concernent : i) l'élaboration des plans de développement des filières ; ii) l'élaboration des plans de renforcement des capacités des agriculteurs/éleveurs et de leurs OPA ; iii) la mise en place de champs-écoles ; iv) la création d'équipes métiers ; v) l'extension des plantations et la réhabilitation de vergers existants ; vi) la réalisation d'études de faisabilité technico-économique et la construction et l'équipement d'unités de valorisation ; vii) l'appui à la labellisation et à la commercialisation des produits des filières.

11. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations ont porté sur ce qui suit : i) élaboration des plans de développement des filières et des plans de renforcement des capacités et sont jugés satisfaisants ; ii) engagement d'un chantier de réhabilitation du noyer (Azilal) ; iii) élaboration des dossiers d'appel d'offres (DAO) concernant les nouvelles plantations (à Azilal, les appels d'offres ont été lancés et les marchés seront adjugés avant la fin 2016 et les travaux pourront donc commencer dès que les crédits auront été délégués) ; iv) pour ce qui est de la mise en place des unités de valorisation, les DAO concernant les études de faisabilité technico-économique ont été préparés ; en outre, à Sefrou, les études architecturales ont été lancées en parallèle mais pas à Azilal. Il est toutefois à préciser que les crédits nécessaires pour la réalisation des activités en retard sont en cours de délégation pour Azilal au titre de l'exercice 2016 et seront reprogrammés en 2017 pour la DPA de Sefrou.

12. Au vu des réalisations ci-dessus énumérées, étant donné que seule la phase préparatoire a été réalisée, la mission juge **moyennement insatisfaisant** le degré de mise en œuvre des actions de la sous-composante 1.1.

Sous-composante I.2. Filières animales

Filière viande ovine

13. **Prévisions.** Les activités prévues portent sur les actions suivantes: i) le renforcement et la création de groupements affiliés à l'association nationale ovine et caprine (ANOC) ; ii) le renforcement des capacités des éleveurs intégrés et non intégrés dans des groupements ANOC ; iii) l'établissement d'un partenariat avec l'office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) pour des actions de prophylaxie ; et iv) l'identification et la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus (AGR).

14. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations consistent en ce qui suit : i) les plans de développement des filières (PPDF) ont été élaborés et sont jugés satisfaisants ; ii) les plans

⁵ Il est à signaler ici que l'ADA demande à ce que les modèles de demandes de décaissement lui soient envoyées par le FIDA.

de renforcement des capacités ont également été élaborés et les DAO ont été préparés mais aucune formation n'a été réalisée (à Azilal les marchés de formation ont été adjugés et celles-ci pourront commencer dès que les crédits auront été délégués) ; iii) certaines AGR ont été identifiées et d'autres ont été évoquées à l'occasion de rencontres avec les OPA pendant la mission, comme la création d'une fromagerie à la coopérative d'Ait Bououlli. Les actions relatives à la filière souffrent en grande partie du retard dans la mise en place du partenariat avec l'ANOC aussi bien à Azilal qu'à Sefrou. A Sefrou, une des raisons invoquées pour ce retard tient au fait que l'ANOC souhaite inclure dans la convention des actions de prophylaxie sanitaire qui relèvent des prérogatives de l'ONSSA.

Filière lait

15. Les prévisions pour le développement de la filière lait portent sur : i) la construction de 8 centres d'affouragement ; ii) la construction et l'équipement de 8 centres de collecte de lait. **Il n'y a eu aucune réalisation** à ce jour pour cette filière.

Filière miel

16. Prévisions. Les prévisions de développement de la filière miel portent sur ce qui suit : i) le renforcement des capacités des apiculteurs (formation aux bonnes techniques de production, confection de ruches, etc.) ; ii) le renforcement des coopératives et des unions apicoles (achat de matériel d'extraction pour les coopératives, achat d'équipements informatiques, aménagement des locaux, formation à la gestion, etc.) ; iii) la réalisation d'études pour la caractérisation des potentialités mellifères et des miels ; et iv) l'appui à la commercialisation.

17. Réalisations. Par rapport à ces prévisions, les réalisations ont porté sur l'adjudication de l'appel d'offres concernant le renforcement des capacités des apiculteurs à Azilal et la préparation des dossiers d'appel d'offres à Sefrou.

18. Au vu de ce qui précède, l'appréciation de la mission pour la mise en œuvre des activités concernant le développement de la sous-composante 1.2 est **insatisfaisante**.

Sous-composante I.3. Infrastructures et aménagements hydro-agricoles

19. Prévisions. Les prévisions en matière d'infrastructures et d'aménagements hydro-agricoles ont porté sur ce qui suit : i) l'identification, dans les plans de développement des filières, des infrastructures et aménagements à réaliser ; ii) la réalisation d'une étude diagnostic des ressources en eau souterraines⁶ ; iii) la réalisation d'études de petite et moyenne hydraulique (PMH) ; iv) la constitution des associations des usagers de l'eau d'irrigation (AUEA) ; v) pour Azilal, le lancement de l'assistance technique pour le suivi des travaux de PMH et l'appui institutionnel au SMOP. Les DAO des pistes, de conservation des eaux et des sols et des points d'eau sont programmés pour 2017.

20. Réalisations. Par rapport à ces prévisions, les réalisations sont détaillées dans ce qui suit :

21. Les actions transverses d'aménagement et d'infrastructures ont été identifiées dans les plans de développement des filières dans les deux provinces. Ces actions concernent la petite et moyenne hydraulique (PMH), l'aménagement de pistes, la conservation des eaux et des sols, l'élaboration de plans pour la gestion des ressources naturelles, la constitution d'AUEA, le renforcement des capacités des groupes cibles en matière d'irrigation et la mise à niveau et consolidation des compétences techniques des agriculteurs en matière d'efficacité énergétique et de bonnes pratiques agricoles liées à la résilience au changement climatique.

22. En ce qui concerne les études et actions ci-dessus mentionnées, le lancement et l'adjudication des dossiers d'appel d'offres afférents a été entreprise pour Azilal. En ce qui concerne Sefrou, les AO ont été élaborés mais n'ont pas encore été lancés. L'ensemble de ces études n'ont pas démarré car elles sont restées conditionnées par la délégation des crédits. La réalisation des travaux est prévue pour 2017 et 2018. Par rapport au planning initialement prévu, la sous-composante a donc accusé un retard dans la réalisation des études et travaux prévus en raison du retard dans la délégation des budgets.

23. Compte tenu de ce qui précède, la mission juge **moyennement insatisfaisant** le niveau de réalisation des actions prévues pour la sous-composante I.3.

⁶ Voir sous-composante 2.1 optimisation dans l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services écosystémiques.

24. Appréciation globale sur la mise en œuvre de la composante I « Appui au développement des filières ». Compte tenu des réalisations ci-dessus développées, la mission juge **moyennement insatisfaisantes** les performances globales du projet pour la composante 1 (amont, infrastructures et aval).

25. Recommandations pour la composante I. Les mesures convenues pour améliorer le niveau d'exécution et l'efficacité des actions de la composante sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Appui au développement des filières végétales		
1. Engager les études de faisabilité des unités de valorisation	Décembre 2016	SMOP, UGPP/AT
2. Engager les chantiers de plantation ou de réhabilitation des vergers et les travaux de construction des unités de valorisation (UV)	Février 2017 (plantations) mai 2017 (UV)	SMOP, UGPP/AT
3. Lancer les programmes de renforcement des capacités des agriculteurs et des OPA (formations et coaching)	Décembre 2016	SMOP, UGPP/AT
Appui au développement des filières animales		
4. Signer les conventions de partenariat avec l'ANOC en coordination avec l'ONSSA	Février 2017	SMOP, UGPP/AT, ANOC
1. Identifier et lancer les activités génératrices de revenu	Janvier 2017	SMOP, UGPP/AT
2. Engager la construction des centres d'affouragement et des centres de collecte de lait	Février 2017	SMOP, UGPP/AT
3. Lancer le programme de renforcement des capacités des éleveurs, des apiculteurs et de leurs OPA	Janvier 2017	SMOP, UGPP/AT
Infrastructures et aménagements hydro-agricoles		
4. Engager les études sur les ressources en eaux souterraines et d'exécution des aménagements et des infrastructures (PMH, CES, pistes rurales)	Décembre 2016	SAHA, UGPP/AT
5. Engager les travaux d'aménagements de PMH	Mai 2017	SAHA, UGPP/AT
6. Engager les travaux de pistes, de CES et de points d'eau	Fin 2017	SAHA, UGPP/AT
7. Conclure des conventions avec les AUEA, les CR et les DPEFLCD sur l'entretien des réseaux d'irrigation, des pistes et sur la réalisation des ouvrages de CES	Janvier 2017	SAHA et UGPP/AT

C-2. Composante II : gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification

Sous-composante II.1 : Optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services éco-systémiques

26. Prévisions. Les prévisions prévues dans le programme concernent les activités développées dans ce qui suit: i) la réalisation d'études de reconversion énergétique pour les projets d'unités de valorisation ; ii) la réalisation d'une étude sur l'efficacité du pompage solaire à partir des puits ; iii) la mise en œuvre de mesures d'accompagnement (assistance technique, création d'équipes-métiers, organisation d'échanges de compétences) ; iv) la réalisation d'une étude sur les subventions, produits financiers de microcrédit, dirigés vers l'investissement dans le secteur de l'efficacité énergétique ; v) l'appui à la reconversion de l'irrigation; vi) la création des AUEA ; vii) l'organisation de visites d'échange ; viii) la mise en place du conseil aux agriculteurs et aux OPA par l'ONCA ; ix) la création de champs-écoles animés par les structures de proximité de l'ONCA ; x) l'installation de postes météorologiques destinés au renforcement du système de monitoring météorologique et climatique et la diffusion des informations aux agriculteurs, en collaboration avec les structures de proximité de l'ONCA.

27. Réalisations. Par rapport à ces prévisions, les réalisations sont détaillées dans ce qui suit : i) les DAO portant sur les études de faisabilité technico-économique de reconversion à l'énergie solaire des unités de valorisation ont été préparés dans les deux zones du programme, mais les appels d'offres (AO) n'ont été lancés qu'à Azilal ; ii) des interventions sont en cours de préparation à Sefrou et Azilal sur l'efficacité énergétique du pompage de l'eau des puits ; iii) à Azilal, l'AO relatif à la reconversion du gravitaire en goutte à goutte a été lancé mais déclaré infructueux faute de

soumissionnaires et sera donc relancé ; iv) le choix du site d'implantation de la station météorologique a été opéré pour Azilal⁷.

28. Au vu des résultats ci-dessus, l'état d'avancement des actions de la sous-composante 2.1 est jugé **insatisfaisant**.

C2.2 Sous-composante II.2 : technologies d'adaptation au changement climatique et diversification.

29. **Prévisions.** Les prévisions concernent ce qui suit : i) la réalisation de 2 études sur le système actuel de gestion des ressources naturelles et sur la création de valeur consécutive à une amélioration de cette gestion ; ii) la réalisation de 4 plans de développement pour faire face au changement climatique et à l'utilisation durable et optimisée des ressources naturelles ; iii) le renforcement des OPA apicoles ; iv) la réalisation d'une étude pour la caractérisation des potentialités mellifères et des miels ; v) la distribution de ruches ; vi) la réalisation d'une étude sur l'aménagement sylvo-pastoral ; vii) l'installation de parcelles expérimentales de gestion sylvo-pastorale ; viii) la mise en œuvre d'actions de démonstration de plantations fourragères intercalaires ; ix) l'appui aux AGR orientées vers la valorisation des plantes aromatiques et médicinales ; x) la mise en place de pépinières ; xi) la création d'entreprises de services techniques (mise en place et maintenance d'installations énergétiques) ; xii) la création d'unités de production de briquettes à partir de grignons d'olives ; et xiii) la création d'entreprises de valorisation des lentilles⁸.

30. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, seul un appel d'offres a été lancé à Azilal concernant le plan participatif de développement des plantes aromatiques et médicinales, préalable à la mise en œuvre d'AGR, mais a été déclaré infructueux.

31. Au vu des résultats ci-dessus, l'état d'avancement des actions de la sous-composante 2.2 est jugé **insatisfaisant**.

32. **Appréciation globale sur la mise en œuvre de la composante II « gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification ».** Compte tenu des réalisations ci-dessus énumérées, la mission juge **insatisfaisantes** les performances globales du projet pour la composante II.

33. **Recommandations pour la composante II.** Les mesures convenues pour améliorer le niveau d'exécution et l'efficacité des actions prévues au titre de la composante II sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Mesures convenues	Echéance	Responsables
C.2.1 Optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services écosystémiques		
1. Engager les études de faisabilité technico-économique de reconversion à l'énergie solaire des unités de valorisation et du pompage à partir des puits	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
2. Engager l'étude sur les subventions et produits financiers de microcrédit mobilisables dans le secteur de l'efficacité énergétique	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
3. Accélérer la réalisation des travaux d'infrastructures efficaces en énergie	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
4. Accélérer la création d'équipes-métiers	Février 2017	SMOP, UGP/AT
5. Programmer des actions d'échanges	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
6. Engager l'étude sur les ressources en eau souterraines	Décembre 2016	SAHA, UGP/AT
7. Engager une collaboration avec les agences de bassin pour la protection des nappes contre les pompages excessifs	Décembre 2016	SAHA, UGP/AT
8. Engager les actions de reconversion des systèmes d'irrigation	Février 2017	SAHA, UGP/AT
9. Accélérer la mise en place des champs écoles	Février 2017	SMOP, SAHA, UGP/AT, ONCA
10. Poursuivre la création et le renforcement des capacités des AUEA	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
11. Accélérer l'acquisition des postes météorologiques et la mise en place avec l'ONCA d'un système de diffusion des informations aux agriculteurs	Décembre 2016	SAHA, UGP/AT, ONCA

7 il s'agit de Tilouguite.

8 Dont la faisabilité reste à confirmer.

C.2.2 Technologies d'adaptation au CC et diversification		
12. Engager les plans de gestion participative des ressources naturelles	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
13. Engager l'étude de caractérisation des potentialités mellifères	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
14. Engager l'étude des aménagements sylvo-pastoraux et établir les plans d'amélioration des ressources fourragères sylvo-pastorales et cultivées	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
15. Engager l'achat de ruches	Février 2017	SMOP, UGP/AT
16. Mettre en place des parcelles expérimentales de gestion des espaces sylvo-pastoraux à Azilal	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
17. Lancer les actions de démonstration de plantations fourragères intercalaires et de fertilisation des pelouses de montagne	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
18. Identifier des actions de valorisation des plantes aromatiques et médicinales	Janvier 2017	SMOP, UGP/AT
19. Identifier des actions d'horticulture associée à l'arboriculture (typologie de microprojets, équipements pour microprojets)	Avril 2017	SMOP, UGP/AT

D. Performances de l'exécution du Projet

34. **Gestion et coordination du projet.** Afin d'assurer un démarrage effectif du programme dès la première année de sa mise en œuvre, les ressources humaines nécessaires ont été mobilisées à travers l'affectation de personnel aux UGPP et la mobilisation de l'assistance technique (AT). Les profils de postes concernés sont conformes aux termes de référence établis dans le rapport de conception du programme. Cependant, l'instabilité du personnel de l'AT a affecté sa performance, surtout, pour les aspects de gestion financière et de suivi-évaluation qui sont actuellement assurés par un personnel qui n'a été mis en place que depuis près de quatre mois. En outre, il a été noté que pour la DPA de Sefrou, l'assistance technique était utilisée pour effectuer des tâches en dehors du programme. En matière de coordination, le comité national et le comité régional de pilotage n'ont pas tenu de réunions.

35. Compte tenu de ce qui précède, la gestion et la coordination du programme sont jugées **modérément insatisfaisantes**.

36. **Recommandations.** Les trois principales recommandations en matière de gestion et de coordination du programme figurent dans le tableau ci-après :

	Mesure convenue	Échéance	Responsable	Co or nc
37. nc da e	1. Tenir des réunions régulières du comité national et du comité provincial de pilotage du projet	Au moins deux fois par an à partir du premier décembre 2016	ADA et DPAs	
	2. Tenir des réunions de concertation et de discussions entre l'UCCP et les deux UGPP d'Azilal et de Sefrou	Tous les deux mois à partir du premier janvier 2017	ADA et DPA d'Azilal et de Sefrou	
	3. Veiller à ce que l'assistance technique soit exclusivement affectée aux activités du Programme	Décembre 2016, puis continu	DPA de Sefrou	

entre les prévisions du PTBA et les réalisations du Programme⁹. Le taux global d'exécution des prévisions du PTBA est très faible dans la mesure où les délégations de crédits par le MAPM n'ont couvert qu'une partie insignifiante des propositions contenues dans le PTBA, ce qui s'est traduit par de très faibles réalisations. La concordance entre les prévisions du PTBA et les réalisations du Programme est par conséquent jugée **insatisfaisante**.

38. **Suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation du programme a été confié par l'ADA à un bureau d'études. Celui-ci a établi, en collaboration avec les UGPP, les indicateurs nécessaires mais le système n'est pas encore installé. Il est prévu que le système soit installé avant la fin de l'année en cours. Par ailleurs, la situation de référence n'a pas encore été établie, en attendant la mise en place du système de suivi-évaluation. En outre, le rapport d'activité semestriel (juin 2016) n'a pas été envoyé au FIDA. **L'appréciation par la mission du système de suivi-évaluation est donc modérément insatisfaisante.**

9 Voir sections C et E et appendice 5.

39. **Recommandations.** Les mesures convenues ainsi que les échéances et responsables de leur mise en œuvre pour améliorer le suivi-évaluation du projet sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Mettre en place rapidement le système de suivi-évaluation	Décembre 2016	ADA
2. Engager rapidement les enquêtes pour l'établissement de la situation de référence	Janvier 2017	UGPP
3. Veiller à la préparation des rapports d'activité contractuels et les envoyer au FIDA à temps (rapport semestriel et rapport annuel)	Juin et à la fin de chaque année	ADA
4. Mettre à jour les indicateurs SYGRI à la fin de chaque année	Fin 2016	UGPP/AT

40. **Ciblage et organisation des bénéficiaires** La mission a noté que, globalement, les critères de ciblage des bénéficiaires des actions de développement des filières sont bien respectés. Les deux UGPP ont pu identifier environ 7200 ménages éligibles directement à l'appui du programme au niveau de l'amont et de l'aval des filières végétales et animales et des AGR (4690 ménages à Azilal et 2528 ménages à Sefrou). D'autres bénéficiaires indirects seront touchés par des activités de PMH, de pistes, de formation, etc., mais leur nombre n'a pas encore été estimé. En outre, les équipes-projets ont fourni d'importants efforts en matière d'organisation des bénéficiaires au sein d'organisations de base (80 OPA). En conséquence, la mission juge **satisfaisante** l'efficacité du ciblage.

41. **Aspects genre et équité hommes-femmes** La mission a constaté qu'à ce stade de mise en œuvre, l'intégration explicite de la femme rurale reste limitée (les femmes membres des OPA représentent 12% en moyenne). Cependant, considérant que les femmes sont naturellement engagées à côté des hommes dans les travaux et les décisions au niveau des ménages, toute intervention du programme bénéficie aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Toutefois, les AGR prévues bénéficieront plutôt aux femmes. Compte tenu de ces précisions, la mission juge **moyennement satisfaisant** le ciblage des femmes et la question de l'équité hommes-femmes.

42. **Innovations, gestion des savoirs et apprentissage** Compte tenu de l'état d'avancement des réalisations du Programme, les principales innovations introduites jusqu'à présent restent limitées mais sont importantes dans la mesure où elles constituent une très bonne préparation pour une mise en œuvre rapide et efficace à partir de l'année prochaine. Elles consistent en la préparation de plans participatifs de développement des filières (PPDF) et de plans de formation (PDF) offrant une visibilité sur la planification de l'ensemble des activités de développement des filières retenues par le programme et de toutes les activités de renforcement des capacités des bénéficiaires. Les innovations qui seront introduites au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme consistent en ce qui suit : i) la constitution d'équipes métier pour rendre des services techniques aux agriculteurs, y compris dans le domaine de la maintenance des unités de valorisation (UV) ; ii) l'introduction du système écoles au champ (*Farmers Field Schools*) gérées par les agriculteurs eux-mêmes ; iii) l'introduction de bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène dans le domaine de la valorisation des produits ; iv) la labellisation de certains produits de terroir ; v) la réalisation d'études diverses sur l'efficacité énergétique des UV, de l'irrigation et du pompage solaire ; vi) la valorisation des sous-produits (production de briquettes pour la production d'énergie par les sous-produits de la noix et des olives) ; vii) la gestion rationnelle des espaces sylvo-pastoraux.

43. Sur le plan de la communication autour des leçons apprises (réussites et échecs), il n'y a pas encore de documentation à ce sujet. Les deux UGPP devraient établir dès maintenant un plan de communication pour documenter et diffuser ces innovations ainsi que les principales réussites du programme. Ce plan serait basé sur les éléments suivants : élaboration de documents en arabe sur ces innovations et réussites, publication d'articles dans la presse nationale et les revues électroniques, participation par des communications à des manifestations nationales ou internationales telles que le Salon international de l'agriculture de Meknès, la foire nationale de l'olivier, le symposium régional « tourisme et produits de terroir », réalisation de vidéos sur le programme, création d'un site web du projet, et contribution régulière au portail d'information sur le secteur agricole géré par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime¹⁰.

¹⁰<http://www.agrimaroc.ma/>

44. Compte tenu de ce qui a été entrepris à ce jour dans le domaine de l'innovation et de la gestion des savoirs, la mission juge **modérément insatisfaisantes** les réalisations du projet dans ce domaine.

45. **Recommandations.** Les recommandations de la mission en matière de gestion des savoirs sont énumérées dans le tableau ci-après :

Mesure convenue	Echéance	Responsables
1. Elaborer un plan de communication autour du Programme et le mettre en œuvre	Février 2017 puis continu	UGPP/AT
2. Créer le site web du programme et l'alimenter régulièrement	Décembre 2016	ADA, DPA, UGPP
3. Documenter des "success stories" développées par le projet et en assurer la diffusion	Avril 2017 et régulièrement	ADA, UGPP/AT
4. Initier et multiplier les échanges avec les autres projets financés par le FIDA	Avril 2017 puis continu	DPA/UCCP/UGPP

46. **Partenariat** La mise en œuvre du programme est basée sur la conclusion de plusieurs partenariats avec les organisations de bénéficiaires et des acteurs du secteur public, privé et associatif, tels que INDH, ONSSA, ONCA, ANOC, Artisanat, ODCO, ANAPEC, Maroc Taswiq, Tamwil Al Fellah. Les réalisations en la matière se sont limitées à la signature de conventions avec les OPA porteuses des projets (80 conventions). Cependant, les conventions avec les partenaires publics ne sont pas encore établies. Seules la convention-cadre et les conventions régionales sont signées avec l'ONCA. Pour les autres partenaires, l'ADA transmettra aux deux DPA concernées les projets de conventions courant décembre 2016.

47. Sur la base de ce qui précède, l'état d'avancement de l'exécution de ce volet est jugé **modérément satisfaisant**.

48. **Recommandations.** Les recommandations de la mission en matière de partenariat sont énumérées dans le tableau ci-après :

Mesure convenue	Echéance	Responsables
1. Signer et initier l'exécution des conventions de partenariat avec les partenaires institutionnels et en suivre régulièrement la mise en œuvre	Décembre 2016 puis chaque trimestre	ADA, DPAs
2. Activer la mise en place de la collaboration avec l'ONCA pour intensifier l'appui de proximité aux bénéficiaires	Décembre 2016 DPA de Sefrou et d'Azilal	ADA, DPAs
3. Activer la signature de la convention avec l'ANOC en coordination avec l'ONSSA	Février 2017	ADA, DPAs
4. Intensifier la collaboration avec la SFDA pour faciliter l'accès des bénéficiaires au crédit	Décembre 2016 puis continu	ADA, DPAs et SFDA

49. **Prise en compte des aspects environnementaux et de résilience au CC.** Le Programme participe au renforcement des capacités des agriculteurs pour faire face au changement climatique dans la mesure où: i) les filières soutenues sont des filières durables basées sur des cultures et des espèces animales adaptées aux conditions naturelles de la zone du programme; ii) l'intensification des itinéraires techniques vulgarisés est raisonnée, en ce sens qu'ils ne préconisent pas une forte utilisation d'intrants extérieurs; iii) une attention particulière est portée sur des méthodes de valorisation respectueuses de l'environnement; iv) la réhabilitation des aménagements hydro-agricoles et le renforcement des capacités des AUEA pour une meilleure gestion des ouvrages et de la distribution sont de nature à garantir une optimisation de l'utilisation de l'eau. En outre, les actions qui seront engagées en matière d'efficacité énergétique, d'alternatives à l'énergie conventionnelle, de planification de l'utilisation des parcours, sont de nature à préserver l'environnement et les ressources naturelles. En conséquence, l'appréciation de la mission en matière de prise en compte par le programme des aspects environnementaux et de résilience par rapport aux changements climatiques est **modérément satisfaisante**.

E. Aspects fiduciaires

50. **Gestion financière (modérément insatisfaisante).** Dans chacune des deux provinces, la gestion financière du projet est suivie conjointement par le personnel affecté par l'assistance

technique recrutée et les cadres de la DPA. Au niveau d'Azilal, le chef de bureau de la gestion financière du projet (agent DPA dédié à 100% du projet) dispose d'une expérience préalable dans le cadre du projet financé par la Banque Mondiale entre 1999 et 2006 est appuyé par un comptable du Bureau assurant l'assistance technique. Au niveau de Sefrou, l'assistance technique compte un agroéconomiste et un comptable alors que le cadre comptable de la DPA n'est pas totalement dédié au PDRZM et ne dispose pas d'expérience dans la gestion financière des projets. Le Service de support de la DPA gestionnaire du système de gestion intégrée de la dépense dans le cadre de la comptabilité générale publique (GID) prend en charge la saisie des engagements de crédits et de paiement des dépenses sur le système.

51. La comptabilité du programme n'est pas encore tenue sur logiciel de gestion financière comme prévu. La mission rappelle que ce logiciel devrait disposer de plusieurs modules : gestion des engagements et marchés, gestion des immobilisations, gestion budgétaire permettant l'analyse du niveau d'exécution des PTBA et gestion analytique permettant l'analyse des dépenses par composante, sous-composante, volet, activité et catégorie. La préparation des DRF, rapports et états financiers gagnerait également à être automatisée sur le logiciel.

52. Il n'a pas été procédé à l'élaboration d'un manuel d'exécution du Programme, y compris les procédures administratives, comptables, financières et de passation de marchés. Compte tenu de l'ampleur du Programme et du nombre important d'intervenants, ce manuel constitue un outil de gestion important pour la réussite de la mise en œuvre ; son élaboration est donc indispensable (elle est prévue par l'ADA à partir de 2017).

53. Le rapport de suivi financier du Projet n'est pas transmis au FIDA selon le modèle préconisé. Ce rapport devrait être établi trimestriellement et communiqué selon les règles du FIDA, soit 45 jours après la fin de chaque trimestre.

54. La mission insiste sur l'importance des actions de formation pratique en gestion financière et recommande de programmer des sessions de formation regroupant tous les intervenants (ADA, Direction financière du MAPM, DPA, Trésoriers, Direction du Budget du MEF) d'ici le mois de mars 2017 au plus tard.

55. **Décaissements sur le prêt FIDA, don ASAP et don GEF (très insatisfaisant).** A la date de la mission, le taux global de décaissement à partir des fonds du FIDA est nul. Une DRF est en cours de préparation.

56. **Financement de la contrepartie du gouvernement (modérément insatisfaisant).** Cette contrepartie concerne le remboursement des taxes. Elle n'est pas identifiable de manière séparée dans la comptabilité du projet. Par ailleurs, la mission a constaté que la contribution financière du gouvernement (prise en charge des salaires du personnel des DPA affectés au projet, utilisation des locaux et des moyens généraux des DPA) n'est pas constatée et valorisée dans les comptes du projet. Par ailleurs, il faut souligner que les activités du projet sont ralenties par l'absence de délégation de crédits. Au niveau de l'UGPP d'Azilal, 9 appels d'offres totalisant 4.928 MMAD sont bloqués au stade d'adjudication et 3 autres appels d'offres totalisant MMAD 5.640 ne sont pas encore ouverts. La même situation prévaut dans la province de Sefrou avec 3 marchés et un bon de commande totalisant 1.661 KMAD non engagés.

57. **Dispositions de l'accord de financement (modérément insatisfaisant).** La mission constate ce qui suit : i) le logiciel de gestion financière du programme n'est pas encore opérationnel (condition de décaissement) ; selon l'ADA, la mise en place de ce logiciel est prévue avant la fin de l'année ; ii) le comité national de pilotage du programme ne s'est pas réuni depuis le démarrage ; selon l'ADA, ce comité se réunira durant le premier trimestre 2017 ; iii) le manuel d'exécution du projet n'est pas encore réalisé (les termes de référence seront transmis par l'ADA pour non objection au FIDA dans le courant du mois de décembre 2016 et le manuel sera établi durant le 1^{er} trimestre de 2017) ; iv) les réunions trimestrielles de suivi des réalisations du Programme et des situations de décaissement du financement entre l'UCCP, les UGPP et l'ONCA ne sont pas systématiques ; v) les partenariats n'ont pas donné lieu à des conventions formelles ; vi) les rapports financiers intérimaires ne sont pas communiqués au FIDA selon la fréquence et le modèle préconisé.

58. **Passation des marchés (modérément satisfaisant)¹¹.** La mission a constaté que les procédures nationales et du FIDA sont respectées. Toutefois, il y a dépassement des dates de validité

11 Voir questionnaire sur la passation des marchés, appendice 5, tableau 5.D.

des offres compte tenu du retard dans la délégation des crédits. L'UGPP d'Azilal a par ailleurs connu 5 cas d'AO infructueux dont 4 non encore relancés, totalisant 1 480 KMAD:

- pour 2 AO, aucun pli n'a été déposé (exigence d'un agrément D 10),
- 1 offre rejetée pour prix excessif,
- 2 CPS mal établis (structure des prix différente de celle instaurée par la circulaire ministérielle, discordance entre le CPS et le règlement de consultation).

59. La revue des avis de non objection (ANO) a permis de relever que deux dossiers d'appel d'offres n'ont pas été soumis à l'ANO du FIDA par la DPA d'Azilal.

60. **Audit.** L'audit externe du projet pour l'exercice 2016 sera effectué par l'IGF et devrait être reçu par le FIDA avant la date du 30 juin 2016. Durant la table ronde organisée par le FIDA au mois de juillet 2016 à Rabat, il a été convenu que le FIDA communiquera à l'IGF, au plus tard fin novembre 2016, les termes de référence qui incluront un modèle spécifique d'états financiers sur lesquels les auditeurs seront appelés à émettre une opinion.

61. **Don de préparation du PDRZM (Don 000245).** La revue des relevés de dépenses préparés a permis de relever que la date d'achèvement de ce don n'a pas été prise en considération. La mission constate que seuls les montants suivants sont éligibles au financement sur ce don :

- le renforcement des capacités du personnel chargé du suivi du Programme des DPA de Sefrou et d'Azilal pour respectivement un montant de MAD 125.400 HTVA et MAD 116.700 ;
- les montants engagés au niveau de l'ADA (atelier de démarrage du projet et assistance technique) pour respectivement MAD 195120 et MAD 355200.

62. **Recommandations pour les aspects fiduciaires.** Les mesures convenues avec les délais et les responsabilités conjointement fixés pour la mise en œuvre de ces mesures sont récapitulées dans le tableau suivant :

Mesure convenue	Echéance	Responsabilité
1. Mettre en place un logiciel de gestion financière acceptable	Décembre 2016	UCCP
2. Réunir les comités de pilotage du projet et veiller à l'organisation des réunions de coordination trimestrielles	1er trimestre 2017	UCCP
3. Communiquer le PTBA 2017 au FIDA	Janvier 2017	UCCP
4. Elaborer un manuel d'exécution du projet	1er trimestre 2017	UCCP
5. Accélérer la délégation des crédits	Décembre 2016	UCCP/DF
6. Organiser une formation pratique en gestion financière et passation de marchés	Décembre 2016	UCCP
7. Communiquer les rapports de suivi financier et les états financiers du Programme selon la fréquence et les délais prévus.	Chaque trimestre et en fin d'année	UCCP
8. Activer et maintenir une fréquence régulière d'envoi des DRF	Continu	UCCP, UGPP
9. Demander les ANO nécessaires au FIDA	Décembre 2016	UCCP
10. Demander la prolongation des dates de validité des offres aux fournisseurs	Décembre 2016	UCCP, UGPP
11. Communiquer le rapport d'audit externe au titre de l'exercice 2016	30 juin 2017	MEF

F. Durabilité

63. Durabilité institutionnelle. Le programme s'inscrit dans le cadre des stratégies du gouvernement sur le long terme en matière de lutte contre la pauvreté, de développement agricole et rural et de renforcement des capacités des agriculteurs (Initiative nationale de développement humain, plan Maroc vert- pilier II, stratégie de développement rural et stratégie de conseil agricole). Ce qui garantit que la continuité des interventions sera assurée par ces structures, au-delà de la période d'exécution du projet. Toutefois, les structures d'encadrement de proximité des bénéficiaires du programme après son achèvement restent encore insuffisamment dotées en termes d'effectifs du personnel, de profils adéquats et de moyens. En conséquence, la mission juge **modérément satisfaisantes les perspectives de durabilité institutionnelle**.

64. Durabilité sociale (autonomisation). L'organisation des bénéficiaires des activités du programme en associations, groupements et coopératives pour accompagner sa mise en œuvre et prendre en charge la gestion des réalisations, constituent des gages de durabilité des investissements engagés. On note toutefois que les organisations de producteurs restent encore fragiles¹² et qu'elles nécessitent encore du renforcement de capacités dans les domaines techniques, de gestion, de stratégie de développement à long terme et de développement de l'esprit entrepreneurial. En conséquence, la mission juge encore **modérément insuffisante** l'autonomisation des bénéficiaires.

65. Durabilité économique et financière. Les actions prévues par le projet en termes d'investissements physiques, de formation et d'accompagnement pour le développement des filières appuyées, à l'amont et à l'aval, auront pour résultat une amélioration consistante et durable des revenus des bénéficiaires. Toutefois, ces impacts restent encore théoriques dans la mesure où les activités ne sont pas encore engagées. De plus, les mécanismes de financement des petits agriculteurs et de leurs coopératives, mis en place par le MAPM et le Crédit agricole du Maroc, par le biais d'une institution financière dédiée à ces catégories d'acteurs économiques (la société financière de développement agricole, plus connue sous son nom commercial de Tamwil al Fellah), pour le financement de leurs investissements et dépenses propres au niveau de leurs exploitations et des unités de valorisation, constitue un gage de durabilité économique et financière. Toutefois, les bénéficiaires n'y font pas encore recours au niveau souhaité.

66. Durabilité technique. On ne peut pas encore apprécier la durabilité technique des investissements dans la mesure où ces investissements n'ont pas encore été réalisés. Il est donc recommandé que le projet suive de très près la réalisation des travaux de plantation, d'aménagement, d'infrastructure et de construction et d'équipement des unités de valorisation pour s'assurer de la qualité de leur exécution.

67. Durabilité environnementale. La mise en œuvre du programme prend en ligne de compte les impératifs de préservation de l'environnement et des ressources naturelles. Ainsi, la réalisation des aménagements hydro-agricoles, l'amélioration des techniques d'irrigation, le renforcement des capacités des AUEA, contribueront à améliorer la gestion rationnelle de l'eau et à préserver les ressources hydriques. Les nouvelles plantations contribueront à mieux fixer le sol et donc à lutter contre l'érosion. La réhabilitation des plantations, en développant les bonnes pratiques de conduite des vergers (fertilisation organique et minérale raisonnée, utilisation rationnelle des produits phytosanitaires), la mise en œuvre des résultats des études sur l'efficacité énergétique des unités de valorisation, seront de nature à limiter les impacts environnementaux et à préserver les ressources naturelles. La conception et la mise à niveau des unités de valorisation respecteront les impératifs environnementaux. Les données de l'étude diagnostic sur les ressources en eau souterraines et le suivi des niveaux de la nappe permettront d'éviter les pompages excessifs en contrôlant l'extension des zones irriguées.

68. Participation des bénéficiaires. La mission a constaté une bonne participation des bénéficiaires aux activités, traduite par leur participation à la préparation des PPDF, à la réhabilitation des noyers (Azilal), aux ateliers de sensibilisation et, pour certaines coopératives, aux investissements préalables à la mise en place des unités de valorisation (Sefrou). En conséquence, et à ce stade de mise en œuvre du projet, la mission juge **satisfaisante** cette participation.

¹² Il est à noter que cette fragilité est plus visible pour les OPA d'Azilal que pour celles de Sefrou où les principales OPA porteuses des projets de valorisation sont solides et ont une vision d'avenir et des stratégies de développement claires.

69. Efficacité des prestataires de services. L'efficacité des prestataires de services a été appréciée sur la base des avis recueillis auprès des UGPP et des services techniques de la DPA, des réunions et entretiens effectués avec un certain nombre de partenaires. Globalement, on en déduit une satisfaction des maîtres d'œuvre quant à la qualité des services rendus, un bon engagement des différents partenaires du projet, ainsi qu'une bonne adaptabilité des prestataires de services par rapport aux prescriptions de la direction du projet et de l'assistance technique. En outre, il faut préciser que sur les marchés engagés par le projet, seul un a été résilié pour contre-performance. La mission a donc jugé **satisfaisante** l'efficacité des prestataires de services.

70. Potentialités de reproduction à une plus grande échelle. L'ensemble des actions qui sont engagées ou qui le seront dans un proche avenir, sont de nature à réaliser les objectifs recherchés en matière de développement des zones de montagne, dans la mesure où elles combinent une approche de développement de filières (notamment à l'aval de la production) et une approche intégrant des activités d'aménagement prenant en compte l'impératif de gestion rationnelle des ressources naturelles et d'activités visant une meilleure efficacité énergétique. Ces caractéristiques en font un projet susceptible d'être largement reproduit dans d'autres zones similaires. La mission juge donc **satisfaisant** le potentiel de reproduction et d'élargissement des acquis du projet.

71. Stratégie de sortie. Il est tôt pour établir le document de stratégie de désengagement du Programme. Toutefois, on peut considérer que les activités préparatoires menées jusqu'à présent en termes d'organisation des bénéficiaires en coopératives sont de nature à faciliter ce désengagement. Par ailleurs, le projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie à long terme de développement agricole et rural du Maroc et dans le cadre de la stratégie de conseil agricole, ce qui constitue un gage de pérennisation post-projet (voir ci-dessus, section F «durabilité »). A ce stade de la mise en œuvre du programme, le degré d'exécution est donc jugé **moyennement satisfaisant**.

72. Appréciation de la durabilité. En définitive, l'appréciation de la durabilité des réalisations effectuées ou à venir, en tenant compte de l'ensemble des paramètres ci-dessus décrits, est **moyennement satisfaisante**.

73. Récapitulation des recommandations sur la durabilité. Ces recommandations sont récapitulées dans le tableau suivant :

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Mettre en place les ressources humaines et les moyens nécessaires pour un encadrement de proximité des bénéficiaires par les CCA, pendant et après-projet	Avant l'achèvement du projet	ONCA
2. Renforcer les capacités des organisations de producteurs en matière de gestion et d'entretien des réalisations	Décembre 2016 et continu	UGPP/AT
3. Suivre de près la réalisation technique des aménagements/infrastructures et de la mise en place des unités de valorisation	Décembre 2016 et continu	UGPP/AT
4. Engager, en étroite collaboration avec la SFDA, un effort de sensibilisation, d'identification des besoins, d'explication des modalités et d'appui aux bénéficiaires pour la formulation de leurs dossiers de financement.	Décembre 2016	DPA, UGPP/AT
5. Engager une collaboration avec l'ABHS pour veiller à la protection de la nappe contre les pompages excessifs à Sefrou.	Janvier 2017 et continu	DPA/UGPP/AT/ABHS

G. Impacts

74. Compte tenu de l'état d'avancement des réalisations, il est trop tôt pour mesurer les impacts du programme, mais on peut d'ores et déjà constater un certain nombre de résultats : i) une demande croissante formulée par les populations pour certaines actions (PMH, plantations, unités de valorisations des produits, appui à la commercialisation, pistes, AGR) ; ii) une dynamique d'organisation des agriculteurs en coopératives et groupements d'intérêt économique. Par ailleurs, les interventions prévisionnelles du programme permettent d'en attendre des impacts importants en matière de lutte contre la pauvreté, d'augmentation des revenus, de sécurité alimentaire et d'amélioration des actifs physiques et financiers des bénéficiaires.

75. Degré de focalisation du projet sur la lutte contre la pauvreté. La zone du projet est constituée, dans sa plus grande partie, d'une population caractérisée par un taux de pauvreté et de

vulnérabilité élevés. Conformément aux orientations du rapport de conception, toutes les activités du projet ont ciblé cette population. En conséquence, la mission juge **satisfaisant** le degré de focalisation des activités du projet sur la lutte contre la pauvreté.

76. Sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire doit logiquement s'améliorer chez la population puisque différentes composantes du programme sont de nature à y contribuer. C'est le cas en particulier des interventions en matière de petite et moyenne irrigation qui permettront une plus grande mobilisation des eaux pour l'irrigation, une diversification culturale, un accroissement du taux d'intensification cultural et donc de meilleurs rendements des cultures. Par ailleurs, le développement des filières, à l'amont et à l'aval, permettra de couvrir les besoins en autoconsommation des ménages et de dégager un surplus commercialisable, dont les recettes de vente amélioreront notablement les revenus des bénéficiaires et permettront par conséquent de garantir leur sécurité alimentaire. En outre, l'amélioration du revenu des bénéficiaires d'activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes, contribuera également à l'amélioration de leur sécurité alimentaire. Cependant, ces impacts ne seront visibles que lorsque les réalisations physiques du Programme auront été effectives. Par conséquent, et sur la base de ce qui précède, ce volet est jugé **modérément satisfaisant**.

77. Actifs physiques et financiers des bénéficiaires. Il faut tout d'abord signaler que la plus grande partie des agriculteurs de la zone du projet (environ 90%), bien que petits à très petits en termes de superficie exploitée, sont propriétaires de leurs terres et de leurs plantations (terres en propriété privative) ou en ont une jouissance perpétuelle (terres collectives de parcours), ce qui les met à l'abri de toute éviction, et détiennent donc un actif important pour la pérennité de leur activité. Par ailleurs, le programme renforcera cet actif par de nouveaux actifs physiques en termes de plantations, de cheptel, d'ouvrages collectifs d'irrigation et d'unités collectives pour la valorisation de leurs produits. En outre, les accroissements de revenus attendus permettront un accroissement de leurs actifs financiers. Toutefois, la plus grande partie de cet accroissement ne sera significative qu'après réalisation des investissements prévus par le programme. C'est pourquoi cet aspect reste pour l'instant **modérément satisfaisant**.

H. Conclusion

78. Le programme, qui en est à sa deuxième année de mise en œuvre, est caractérisé par un retard des réalisations, qui, jusqu'à présent, se sont limitées aux actions de planification par la réalisation des plans participatifs de développement de filières, de plans de renforcement des capacités et d'actions préparatoires par l'identification, la sensibilisation et l'organisation des populations bénéficiaires, à l'exclusion de toute réalisation physique concrète. Sur le plan de la gestion et de la coordination, l'équipe du projet et l'assistance technique déploient des efforts louables mais sont limités par une insuffisance des crédits délégués. Du fait des retards précités, le programme n'a encore rien décaissé sur les financements accordés avec toutes les conséquences que cela risque d'avoir sur l'allocation future en ressources de financement du pays. Il est par conséquent urgent de tout mettre en œuvre pour accélérer les réalisations selon le calendrier convenu pour l'ensemble des composantes et atteindre un niveau de décaissement acceptable, soit au moins 40% d'ici fin 2017. Pour sa part, le FIDA renforcera le dispositif de supervision et d'appui au programme.

79. Afin de garantir la réalisation des objectifs du programme, le FIDA et la partie marocaine sont d'accord sur les mesures convenues, les échéances et les responsabilités de mise en œuvre, telles qu'elles sont fixées dans les tableaux récapitulatifs des recommandations figurant dans le présent rapport¹³, notamment pour les mesures prioritaires suivantes:

- **Gestion financière:** (i) Déléguer les crédits nécessaires pour engager les études d'exécution des infrastructures et aménagements ainsi que celles relatives à la faisabilité technico-économique des unités de valorisation des produits des filières le plus tôt possible ; échéance : décembre 2016 ; et allouer au projet les ressources budgétaires établies dans le PTBA 2017; échéance : janvier 2017 ; (ii) mettre en place un logiciel de gestion financière adapté et suivre régulièrement la situation financière du projet, y compris en matière de comptabilisation de la participation du gouvernement et des bénéficiaires ; échéance : décembre 2016 puis continu ; et (iii) Activer l'envoi au FIDA,

13 Voir tableau récapitulatif des recommandations de la mission à l'appendice 3 du présent rapport.

dans les meilleurs délais, des demandes de remboursement de fonds en cours de traitement pour améliorer à court terme le taux de décaissement du prêt ; échéance : fin novembre 2016 ;

- **Suivi des travaux:** Veiller à ce que les travaux de plantation, de construction des unités de valorisation, des centres d'affouragement et des centres de collecte de lait ainsi que ceux d'aménagement/infrastructures soient engagés dans des délais rapprochés ; échéance : février 2017 pour les plantations et mai 2017 pour les constructions et aménagements ; et parallèlement à la construction de ces unités, intensifier le renforcement des capacités des coopératives qui en seront les gestionnaires, notamment en matière de gestion technique et financière, de développement de l'esprit entrepreneurial et d'élaboration de plans de développement de leur entreprise sur le moyen et le long terme ; échéance : février 2017 puis périodiquement ;
- **Manuel d'exécution:** Elaborer un manuel d'exécution du projet ; échéance : 1^{er} trimestre 2017 ;
- **Suivi-Evaluation:** Mettre en place le système de suivi-évaluation du programme et engager rapidement les enquêtes nécessaires pour l'établissement de la situation de référence ; échéance : décembre 2016 ;
- Réunir les comités de coordination et de pilotage du Programme ; échéance : 1^{er} trimestre 2017.

80. Le FIDA et le Gouvernement du Royaume du Maroc approuvent les conclusions de la mission.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes

Faits essentiels

Pays	Maroc	No. du projet		No. du prêt/don DSF	
Projet	Rural Development Programme in the Mountain Zones-Phase I			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	18/11/2016				
Institution responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de supervisions	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi				
Dernière supervision	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi				

					Millions USD	Taux de décaissement (%)
Approbation	17/09/2014			Coût total		
Accord	10/11/2014	Délai d'entrée en vigueur		FIDA Total	26.5	0
Entrée en vigueur	23/02/2015	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	26	0
Premier décaissement				Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	0.5	90%
Achèvement initial	31/03/2020	Dernier audit		Financement national total	15	
Achèvement	31/03/2020			Bénéficiaires	2	
Clôture initiale	30/09/2020			Gouvernement (National)	13	
Clôture	30/09/2020			Other Domestic		
Nbre de prolongations	0			Cofinancement total externe		
				GEF	6.5	0
				ASAP	2	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière		3	1. Qualité de la gestion du projet		3
2. Acceptabilité du taux de décaissement		1	2. Exécution du S&E		3
3. Fonds de contrepartie		2	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution		2
4. Conformité à l'accord de financement		3	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes		4
5. Conformité aux règles de passation des marchés		4	5. Lutte contre la pauvreté		5
6. Qualité et ponctualité des audits		4	6. Efficacité du ciblage		5
			7. Innovation et leçons apprises		4
			8. Prise en compte du climat et de l'environnement		4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Développement et valorisation des filières		3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)		4
2. Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification		2	2. Autonomisation		3
3. Organisation, coordination et gestion		3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires		5
			4. Adaptabilité des prestataires de services		5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)		4
			6. Possibilité de réplication à plus grande échelle		5

B.5 Justification des notes

La composante 1 a fait l'objet d'un travail préparatoire assez important en termes de préparation des PPDF et de plans de renforcement des capacités, de réunions de sensibilisation, d'identification des organisations paysannes porteuses des projets envisagés, d'établissement des listes des bénéficiaires des activités et d'élaboration des dossiers d'appel d'offres des études et de certains travaux. Toutefois, l'exécution des activités connaît des retards. Par contre, les réalisations de la composante 2 n'ont pas encore été engagées. La gestion/coordination du Programme connaît des insuffisances et la gestion financière est moyennement insatisfaisante et le taux de décaissement reste encore nul. Le ciblage est conforme aux critères établis dans le rapport de conception. L'équité hommes-femmes est prise en compte dans le projet. Les actions de développement des trois filières aussi bien à l'amont qu'à l'aval, prennent en compte la problématique de l'environnement et du changement climatique.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers		4
C.2 Sécurité alimentaire		4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et de la résilience climatique		5
C.4 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)		3

Justification des notes sur l'avancement global de l'exécution

Au niveau de la coordination et gestion du projet, l'UGP est opérationnelle mais les comités de pilotage ne se réunissent pas. Le système de suivi-évaluation est en cours d'installation. Les allocations budgétaires ne sont pas conformes au PTBA et les réalisations en ont souffert. La situation financière reste limitée au suivi d'exécution budgétaire. Les procédures de passation de marchés sont respectées, toutefois les délais de procédures restent longs. Les conditions de l'accord de financement n'ont pas toutes été mises en œuvre. Le ciblage est conforme aux critères établis dans le rapport de conception.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4
---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

La réalisation des objectifs de développement du programme est fort probable en raison de la conjonction de plusieurs facteurs favorables : l'appui assuré par une assistance technique de bon niveau et sur toute la durée du projet, l'engagement et la participation des partenaires et des bénéficiaires, la qualité du travail préparatoire accompli. Les formations qui sont prévues à partir de l'année prochaine pour les associations et coopératives en matière technique, organisationnelle et de gestion, sont de nature à renforcer la durabilité des réalisations. En outre, de par le couplage « développement de filières de montagne » et adaptation au changement climatique, le programme est de nature à constituer un modèle de développement transposable à l'ensemble des écosystèmes similaires du pays.

C. Risques. Description succincte des principaux risques concernant chaque section et de leur impact sur la réalisation des 6 objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Risque élevé : en matière de décaissement, le risque sera modéré si les travaux de construction des unités de valorisation et d'infrastructure sont réalisés dans les délais recommandés (début 2018) et les DRF envoyées au FIDA de façon régulière. Pour ce qui est de la gestion financière, le risque sera atténué par la mise en place d'un logiciel de comptabilité adapté aux besoins du programme, par la préparation d'un manuel d'exécution et par la formation des responsables concernés.
Avancement de l'exécution du projet	Risque moyen : l'exécution effective des activités reste tributaire de l'allocation par le MAPM des budgets nécessaires conformément aux PTBA sur laquelle il s'est engagé.
Produits et réalisations	Risque faible dans la mesure où les retards constatés peuvent être résorbés à partir de 2017 considérant le travail préparatoire accompli et l'engagement du MAPM à déléguer les crédits nécessaires.
Durabilité	Risque moyen : les facteurs de durabilité existent, à savoir, la constitution d'associations et de coopératives porteuses de toutes les activités du programme, l'élaboration d'un plan de formation qui

sera mis en œuvre à partir de l'année prochaine, l'élaboration à venir de conventions et d'accords de collaboration avec plusieurs institutions publiques et privées, l'inscription du programme dans le cadre des stratégies nationales de développement humain, de développement agricole et de développement rural, garante de la permanence de l'intervention de ces institutions.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Mise en œuvre des composantes du projet	Activer la réalisation des études et des travaux d'infrastructures, d'aménagement hydro-agricole et de construction des unités de valorisation ainsi que des études et appuis concernant la gestion durable des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique et la diversification des activités et revenus des populations	Marchés à engager avant le 15 décembre 2016 pour les études et avant mai 2017 pour les travaux	DAO préparés pour les études
Gestion financière	Mettre en place un système de gestion financière conforme aux directives du FIDA	Décembre 2016	En cours d'étude dans le cadre du marché relatif à la mise en place du système de suivi-évaluation
	Transmettre les DRF en cours au FIDA dans les meilleurs délais et transmettre régulièrement au FIDA les DRF à venir	Novembre 2016 puis régulièrement	A la Direction du budget
	Allouer au projet les ressources financières nécessaires (conformément au PTBA) pour engager les marchés en attente (DAO préparés) et réaliser toutes les opérations prévues en 2017	Novembre 2016 (2 ^{ème} tranche) et Décembre 2016 pour l'exercice 2017	Délégation de crédits de la 2 ^{ème} tranche en cours d'établissement et PTBA 2017 en cours de préparation
Suivi-évaluation	Mettre en place le système de suivi-évaluation Engager rapidement l'enquête pour l'établissement de la situation de référence	Décembre 2016 Février 2017	Etude du système de suivi-évaluation en phase terminale de conception

Observations supplémentaires

Appendice 2 : Cadre logique du Programme axé sur les résultats

Synthèse	Indicateurs clés de performance	Moyen de vérification	Hypothèses (H)/Risques (R)
I. Objectif global			
Réduire la pauvreté, la vulnérabilité et améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne.	<ul style="list-style-type: none"> La pauvreté rurale est réduite de 30% en 2030 (à la fin de la 3^{ème} phase du programme). La prévalence de la malnutrition chronique en milieu rural chez les enfants de la zone de moins de 5 ans a diminué de 12.4 à 10 à Sefrou et de 11.7 à 10 à Azilal à la fin de la 1^{ère} phase du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes SYGRI de référence d'impact Enquêtes OMS/UNICEF Statistiques nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Conditions macro-économiques s'améliorent
II. Objectif spécifique de développement			
-Renforcer les populations cibles pour améliorer leur productivité et leur résilience aux effets du CC.	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre des agriculteurs qui ont reçu un crédit pour l'acquisition de techniques plus résilientes a augmenté (ASAP) 70% des exploitations agricoles appuyées par le programme ont augmenté la productivité des filières cibles d'au moins 20% 40% des coopératives appuyées par le programme sont autonomes 	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques du gouvernement Interviews/focus groups Revue à mi-parcours et rapport d'achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> H. GOVT poursuit sa politique sur le changement climatique R. Sécheresse récurrente et augmentation des effets du CC (grêle, intempéries, etc.)
Composante 1: Développement et valorisation des filières agricoles			
Effet 1: La production et la valorisation des produits ont augmenté	<ul style="list-style-type: none"> La production pour les filières cibles a augmenté d'au moins 30% dans la zone du programme à la fin de la 1^{ère} phase du programme Les produits valorisés ont contribué à une augmentation d'au moins 20% des revenus des producteurs/trices organisées en coopératives 50% au moins des petits producteurs/trices ont bénéficié des services, de financement rural, conseils agricoles et techniques plus résilientes (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes et audit des coopératives Rapports d'avancement du programme MTR/ Rapport d'achèvement Statistiques nationales 	<ul style="list-style-type: none"> H. les bénéficiaires participent aux formations
Produit 1.1: Les pertes post-récoltes sont réduites et les produits sont mieux valorisés	<ul style="list-style-type: none"> le nombre de producteurs en partenariat avec les agrégateurs privés a augmenté d'au moins 30% 70% des produits valorisés des filières cibles correspondent aux standards des marchés de référence Les pertes post-récolte sont réduites d'au moins 70% à la fin de la phase 1 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes Rapports d'avancement du Programme Statistiques nationales 	<ul style="list-style-type: none"> H. les bénéficiaires participent à la valorisation des produits
Produit 1.2 : Les produits des filières animales sont labélisés et certifiés	<ul style="list-style-type: none"> Les groupements d'éleveurs encadrés par l'ANOC ont augmenté de 30% au moins La marge bénéficiaire des coopératives apicoles a augmenté de 20% au moins 80% de la production de lait est récupérée par l'agrégateur privé et les revenus des femmes ont augmenté 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes focus groupes Rapports d'avancement du programme Statistiques nationales MTR/ Rapport d'achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> R. Sécheresse récurrente
Produit 1.3 : La consolidation des infrastructures rurales renforce la résilience des systèmes de	<ul style="list-style-type: none"> Les AUEA récupèrent au moins 70% des redevances liées à la gestion de l'eau 80% des sites de production sont désenclavés et les communes assurent l'entretien des pistes. Le nombre d'agriculteurs qui bénéficient 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport SE Rapports MTR et d'achèvement Les plans de gestion et entretien mis en 	<ul style="list-style-type: none"> H. les AUEA bien formés aux techniques de gestion de l'eau

Composante 2: Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au CC et diversification

Effet 2: La résilience au CC dans les zones cibles a augmenté	<ul style="list-style-type: none"> • La productivité (MAD/ha) des filières cibles a augmenté d'au moins 30% • La demande des produits locaux améliorés a augmenté d'au moins 15% • Au moins 24'000 ha sont gérés avec les nouvelles pratiques liées à l'adaptation au CC (ASAP) • Les superficies gérées avec les nouvelles pratiques liées à l'adaptation au CC ont augmenté d'au moins 50% (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques nationales • Rapports SE • Rapports MTR/achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> • H. les études et contrats sont réalisés dans les délais
Produit 2.1: L'utilisation des ressources naturelles est optimisée et les services écosystémiques sont restaurés	<ul style="list-style-type: none"> • Variation positive de l'index de l'agro-efficience des systèmes productifs par au moins 70% des producteurs • Variation positive de l'index de vulnérabilité des écosystèmes (i.e. RUSLE¹⁴) 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes • Statistiques nationales • Rapports SE • MTR/ Rapport achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> • H. Les groupements sont bien formés dans la gestion des infrastructures
Produit 2.2: Les technologies d'adaptation aux CC en agriculture et les pratiques de diversification des productions et métiers sont disponibles aux bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Variation positive de l'index de diversité agricole locale • Variation positive de l'index de diversité des métiers ruraux (éclatée selon le genre) • La demande de conseil agricole en matière d'adaptation au CC dans les zones cibles a augmenté d'au moins 30% 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes • Statistiques nationales • Rapports SE • MTR/ Rapport achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> • H. les institutions sont disponibles à travailler ensemble
Gestion du programme			
La gestion du programme est efficiente	<ul style="list-style-type: none"> • Le dispositif de suivi-évaluation est opérationnel, les indicateurs (selon le genre) sont disponibles et le taux de décaissement a atteint 100% à la fin de la phase 1 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports S/E • MTR/Rapport d'achèvement • Rapport évaluation fin de phase 	<ul style="list-style-type: none"> • H. Le dispositif de SE est opérationnel • Les instruments du programme sont fonctionnels

14 Revised Universal Soil Loss Equation.

Appendice 3: Récapitulatif des recommandations : mesures, échéances et responsabilité de mise en oeuvre

Mesures convenues	Echéance	Responsables
I. Composante 1 - Développement et valorisation des filières agricoles		
I.1 Appui au développement des filières végétales		
5. Engager les études de faisabilité des unités de valorisation	Décembre 2016	SMOP, UGPP/AT
6. Engager les chantiers de plantation ou de réhabilitation des vergers et les travaux de construction des unités de valorisation	Février 2017 (plantations) Mai 2017 (UV)	SMOP, UGPP/AT
7. Lancer les programmes de renforcement des capacités des agriculteurs et des OPA (formations et coaching)	Décembre 2016	SMOP, UGPP/AT
I.2 Appui au développement des filières animales		
8. Signer les conventions de partenariat avec l'ANOC en coordination avec l'ONSSA	Février 2017	SMOP, UGPP/AT, ANOC
1. Identifier et lancer les activités AGR	Janvier 2017	SMOP, UGPP/AT
2. Engager la construction des centres d'affouragement et des centres de collecte de lait	Février 2017	SMOP, UGPP/AT
3. Lancer le programme de renforcement des capacités des éleveurs, des apiculteurs et de leurs OPA	Janvier 2017	SMOP, UGPP/AT
I.3 Infrastructures et aménagements hydro-agricoles		
4. Engager les études d'exécution des aménagements et des infrastructures (PMH, CES, pistes rurales)	Décembre 2016	SAHA, UGPP/AT
5. Engager les travaux d'aménagements et d'infrastructures (PMH, CES, pistes rurales)	Mai 2017 (PMH) Fin 2017 (autres travaux)	SAHA, UGPP/AT
II. Composante 2 - Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au CC et diversification		
II.1 Optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et restauration des services écosystémiques		
6. Engager les études de faisabilité technico-économique de reconversion à l'énergie solaire des unités de valorisation et du pompage solaire	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
7. Engager l'étude sur les subventions et produits financiers de microcrédit mobilisables dans le secteur de l'efficacité énergétique	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
8. Accélérer la réalisation des travaux d'infrastructure efficiente en énergie	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
9. Accélérer la création d'équipes-métiers	Février 2017	SMOP, UGP/AT
10. Programmer des actions d'échanges	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
11. Engager l'étude sur les ressources en eau souterraines	Décembre 2016	SAHA, UGP/AT

12. Engager une collaboration avec les agences de bassin pour la protection des nappes contre les pompages excessifs	Décembre 2016	SAHA, UGP/AT
13. Engager les actions de reconversion des systèmes d'irrigation	Février 2017	SAHA, UGP/AT
14. Accélérer la mise en place des champs écoles	Février 2017	SMOP, SAHA, UGP/AT, ONCA
15. Poursuivre la création et le renforcement des capacités des AUEA	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
16. Accélérer l'acquisition des postes météorologiques et la mise en œuvre avec l'ONCA de la mise en place d'un système de diffusion des informations aux agriculteurs	Décembre 2016	SAHA, UGP/AT, ONCA
II.2 Technologies d'adaptation au CC et diversification		
17. Engager les plans de gestion participative des ressources naturelles	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
18. Engager l'étude de caractérisation des potentialités mellifères	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
19. Engager l'étude des aménagements sylvopastoraux et établir les plans d'amélioration des ressources fourragères sylvo-pastorales et cultivées	Décembre 2016	SMOP, UGP/AT
20. Engager l'achat de ruches	Février 2017	SMOP, UGP/AT
21. Mettre en place des parcelles expérimentales de gestion des espaces sylvo-pastoraux à Azilal	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
22. Lancer les actions de démonstration de plantations fourragères intercalaires et de fertilisation des pelouses de montagne	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
23. Identifier des actions de valorisation des plantes aromatiques et médicinales	Janvier 2017	SMOP, UGP/AT
24. Identifier des actions d'horticulture associée à l'arboriculture (typologie de microprojets, équipements pour microprojets)	Avril 2017	SMOP, UGP/AT
III Performances de l'exécution du projet		
III.1 Gestion et coordination du projet		
25. Tenir des réunions régulières du comité national et du comité provincial de pilotage du projet	Au moins deux fois par an à partir du premier décembre 2016	ADA et DPAs
26. Tenir des réunions de concertation et de discussions entre l'UCCP et les deux UGPP d'Azilal et de Sefrou	Tous les deux mois à partir du premier janvier 2017	ADA et DPA d'Azilal et de Sefrou
27. Veiller à ce que l'assistance technique soit exclusivement affectée aux activités du Programme	Décembre 2016, puis continu	DPA de Sefrou

III.2 Suivi- évaluation		
28. Mettre en place rapidement le système de suivi-évaluation	Décembre 2016	ADA
29. Engager rapidement les enquêtes pour l'établissement de la situation de référence	Janvier 2017	UGPP/AT
30. Veiller à la préparation des rapports d'activité contractuels et les envoyer au FIDA à temps (rapport semestriel et rapport annuel)	Juin de chaque année et à la fin de chaque année	ADA
31. Mettre à jour les indicateurs SYGRI à la fin de chaque année	Fin 2016	ADA, UGPP/AT
III.3 Organisation des populations, ciblage et genre		
32. Inciter les OPA à intégrer des femmes	Continu	UGPP/AT Sefrou et Azilal
33. Inciter les coopératives au nombre d'adhérents faible à s'ouvrir sur de nouvelles adhésions	Continu	UGPP/AT Sefrou et Azilal
34. Assister les associations dans le processus de leur conversion en coopératives,	Continu	UGPP/AT Sefrou et Azilal
35. Organiser des échanges de visites entre les OPA les mieux organisées et dynamiques) et les autres OPA, y compris en dehors de la zone du Programme	Continu	UGPP/AT de Sefrou et Azilal
36. Établir avec l'ODCO un programme de formation des coopératives en matière de gestion administrative et financière,	Avant mars 2017	UGPP/AT Sefrou et Azilal
37. Inclure dans les PPDF les frais de fonctionnement et d'entretien des unités de valorisation et des pistes rurales.	Avant décembre 2016	UGPP/AT Sefrou et Azilal
III.4 Innovations, gestion des savoirs et communication		
38. Elaborer un plan de communication autour du Programme et le mettre en oeuvre	Février 2017 puis continu	UGPP/AT
39. Créer le site web du programme et l'alimenter régulièrement	Décembre 2016	ADA, DPA, UGPP
40. Documenter des success stories développées par le projet et en assurer la diffusion	Avril 2017 et régulièrement	ADA, UGPP/AT
41. Initier et multiplier les échanges avec les autres projets financés par le FIDA	Avril 2017 puis continu	DPA/UCCP/UGPP
III.5 Partenariats		
42. Signer et initier l'exécution des conventions de partenariat avec les partenaires institutionnels et en suivre régulièrement la mise en oeuvre	Décembre 2016, puis tous les trimestres	ADA, DPAs
43. Activer la mise en place de la collaboration avec l'ONCA pour intensifier l'appui de proximité aux bénéficiaires	Décembre 2016 DPA de Sefrou et d'Azilal	ADA, DPAs
44. Activer la signature de la convention avec l'ANOC en coordination avec l'ONSSA	Février 2017	ADA, DPAs
45. Intensifier la collaboration avec la SFDA pour faciliter l'accès des bénéficiaires au crédit d'investissement et de fonctionnement	Décembre 2016 puis continu	ADA, DPA et SFDA

IV Aspects fiduciaires		
46. Mettre en place un logiciel de gestion financière acceptable	Décembre 2016	UCCP
47. Réunir les comités de pilotage du projet et veiller à l'organisation des réunions de coordination trimestrielles	1er trimestre 2017	UCCP
48. Communiquer le PTBA 2017 au FIDA	Janvier 2017	UCCP
49. Elaborer un manuel d'exécution du programme	1er trimestre 2017	UCCP
50. Accélérer la délégation des crédits	Décembre 2016	UCCP/DF
51. Organiser une formation pratique en gestion financière et passation de marchés	Décembre 2016	UCCP
52. Communiquer les rapports de suivi financier et les états financiers du Programme selon la fréquence et les délais prévus.	Chaque trimestre et en fin d'année	UCCP
53. Activer et maintenir une fréquence régulière d'envoi des DRF	Continu	UCCP, UGPP
54. Demander les ANO nécessaires au FIDA	Décembre 2016	UCCP
55. Demander la prolongation des dates de validité des offres aux fournisseurs	30 novembre 2016	UCCP
56. Communiquer le rapport d'audit externe au titre de l'exercice 2016	30 juin 2017	MEF
V Durabilité		
57. Mettre en place les ressources humaines et les moyens nécessaires pour un encadrement de proximité par les CCA, pendant et après-projet	Avant l'achèvement du projet	ONCA
58. Renforcer les capacités des organisations de producteurs en matière de gestion et d'entretien des réalisations	Décembre 2016 et continu	UGPP/AT
59. Suivre de près la réalisation technique des aménagements/infrastructures et de la mise en place des unités de valorisation	Décembre 2016 et continu	UGPP/AT
60. Engager, en étroite collaboration avec les représentations provinciales de la SFDA, un effort de sensibilisation, d'identification des besoins, d'explication des modalités et d'appui aux bénéficiaires pour la formulation de leurs dossiers de financement.	Décembre 2016	DPA, UGPP/AT
61. Engager une collaboration avec l'ABHS pour veiller à la protection de la nappe contre les pompages excessifs à Sefrou.	Janvier 2017 et continu	DPA/UGPP/AT/ABHS

Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA

Tableau 4 A : Réalisations physiques par rapport aux prévisions (province d'Azilal)

Composante/volet du projet/activité	Unité	PREVISIONS				Réalisations		Taux de réalisation	
		Total programme	2015	2016	2017	Réalisations (janv-sept 2016)	Réalisations cumulées (septembre 2016)	(4)/(3)	(5)/(1)
		1	2	3		4	5		
Mise en place de l'UGP									
Ingénieur Agroéconomiste	Personne/mois	55	0,23			8,32	8,55		15,55%
Sociologue	Personne/mois	55	0,23			8,32	8,55		15,55%
Ingénieur en agro-industrie	Personne/mois	35	0,18			8,09	8,27		23,63%
Spécialiste en marketing des produits alimentaires	Personne/mois	9				0	0		0,00%
Ingénieur génie rural	Personne/mois	45				8,77	8,77		19,49%
Ingénieur arboricole	Personne/mois	46				7,09	7,09		15,41%
Ingénieur zootechnicien	Personne/mois	35				7,18	7,18		20,51%
Cadre spécialiste en environnement	Personne/mois	5				0	0		0,00%
Comptable	Personne/mois	55	0,23			8,18	8,41		15,29%
Technicien en génie rural ou en topographie	Personne/mois	50	0,23			8,32	8,55		17,10%
Technicien en informatique	Personne/mois	5				0	0		0,00%
Techniciens en maintenance	Personne/mois	8				0	0		0,00%
Animateur	Personne/mois	55	0,23			8,32	8,55		15,55%
Animatrice	Personne/mois	55	0,23			8,77	9		16,36%
Préparation des PDF	FF	3				2			0,00%
Renforcement des capacités	FF	3				3			0,00%
Formation personnel DPA	jours	10	10				10		100,00%
Formation AT	FF				-	-			
Ingénieurs arboricoles	Pers-mois	50		2	2	-	-	0,00%	0,00%
Technicien arboricoles	Pers-mois	144		4	4	-	-	0,00%	0,00%
Sensibilisation	FF	1		1	1			0,00%	0,00%
Formation des facilitateurs	FF	1		1	1			0,00%	0,00%
Assistance technique	H-mois	2,99		1,5	1,5			0,00%	0,00%
Matériel pédagogique	FF							0,00%	0,00%
Filière viande rouge									
Formation des éleveurs	session	12		1	1,75			0,00%	0,00%

Etude de faisabilité technico-économique (Aval)	Unité	8		8	8			0,00%	0,00%
Etudes diagnostic ressources en eau souterraines	FF	1		1	1			0,00%	0,00%
Etude du projet d'exécution PMH et DAO	ha	1000		1000	1000			0,00%	0,00%
AT et Suivi des travaux (Ingénieur GR)	H-mois	31		8	8			0,00%	0,00%
AT et Suivi des travaux (Tech GR)	H-mois	96		24	24			0,00%	0,00%
Appui institutionnel au SMOP ingénieur GR	H-mois	27		12	12			0,00%	0,00%
Formation des AUEA	U	4		1	1			0,00%	0,00%
Etude de faisabilité énergétique d'une unité frigorifique	Etude	1		1	1			0,00%	0,00%
Etude de faisabilité énergétique d'une unité de jus de pommes/vinaigre	Etude	1		1	1			0,00%	0,00%
Formation des AUEA	FF	2		1	1			0,00%	0,00%
Champs-école "Economie d'eau"	FF	1		1	1			0,00%	0,00%
Voyages d'échange	Voyage	6		2	2			0,00%	0,00%
Formations	session	7		7	7			0,00%	0,00%
Réhabilitation des noyers existants	ha	700		350	350			0,00%	0,00%
Nouvelles plantations de noyers	ha	80		40	40			0,00%	0,00%
Nouvelles plantations de caroubier	ha	100		100	100			0,00%	0,00%
Réhabilitation des caroubiers existants	ha	400		200	200			0,00%	0,00%
Formation en technologies post-récolte et en bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène	session	4		4	4			0,00%	0,00%
Stations météorologiques	station	3		3	3			0,00%	0,00%

Tableau 4 B : Réalisations physiques par rapport aux prévisions (province de Sefrou)

Composante/volet du projet/activité	Unité	Prévisions			Réalisations		Taux de réalisation	
		Total programme	PTBA 2016	PTB A 2017	Réalisations (janv-sept 2016)	Réalisations cumulées (sept 2016)	(4)/(2)	(5)/(1)
Développement de la filière pommier								
a- Préparation et mise en œuvre des PDF _ amont/aval	plan	1	1	0	1	1	100 %	100 %
b-Renforcement des capacités			-					
Formation AT/b	session	3	1	1	0	0	0%	0%
Ingénieurs arboricoles	Pers-mois	16,67	0,67	0	0	0	0%	0%
Technicien arboricoles	Pers-mois	48	1,33	0	0	0	0%	0%
c-Champ écoles			-					
Sensibilisation	session	1	1	0	0	0	0%	0%
Formation des facilitateurs	session	8	5	0	0	0	0%	0%
Assistance technique	H-mois	1	0,5	0	0	0	0%	0%
Matériel pédagogique	Kit	2	1	0	0	0	0%	0%
a. Etude de faisabilité technico-économique /b	U	1	1	1	0	0	0%	0%
construction Unité Frigorifique 2000T /c	U	1	0	0	0	0		0%
équipement Unité Frigorifique 2000T /c	U	1	0	0	0	0		0%
construction Unité de fabrication de jus de pommes/vinaigre /d	U	1	0	0	0	0		0%
équipement Unité de fabrication de jus de pommes/vinaigre /d	U	1	1	0	0	0	0%	0%
e. Appui à la commercialisation /f	FF	1	-	0	0	0		0%
f. Formation du personnel /g	session	36	-	0	0	0		0%
g. Participation aux foires	FF	4	-	0	0	0		0%
A- Optimisation dans l'utilisation des RN et Restauration des services écosystémique								
1. Opérations spécifiques et assistées d'efficience énergétique			-					
a. Etudes préalables et de faisabilité énergétique			-					
Etude de faisabilité énergétique d'une unité de	Etude	1		1	0	0	0%	0%

Pd° de jus de pommes/vinaigre			1					
b. Infrastructure efficiente en énergie			-					
Equipement efficient en énergie d'unités de jus de pomme/vinaigre /h	Unité	1	-	0	0	0		0%
développement de la filière cerisier								
Préparation et mise en œuvre des PDF_ amont/aval	Etude	1	1	0	1	1	100 %	100 %
b-Renforcement des capacités								
Formation AT	session	3	1	1	0	0	0%	0%
Encadrement par AT (Ingénieurs arboricoles)	Pers-mois	16,7	0,67	1,4	0	0	0%	0%
Encadrement par AT (Techniciens arboricoles)	Pers-mois	48	1,33	2,7	0	0	0%	0%
c-Champs-écoles					0	0		
Sensibilisation	session	1	1	0,17	0	0	0%	0%
Formation des facilitateurs	session	8	5	0	0	0	0%	0%
Assistance technique	H-mois	1	0,5	0	0	0	0%	0%
Achat de matériel pédagogique	Kit	2	1	0	0	0	0%	0%
d. AT pour l'appui à la commercialisation	AT	1	-	0,1	0	0		0%
e. Participation aux foires	Foire	4	-	0	0	0		0%
développement de la filière prunier						0		
a- Préparation des PDF_ amont/a	plan	1,00	1,00	0	1	1	100 %	100 %
b-Renforcement des capacités								
Formation AT/b	session	3,00	1,00	0	0	0	0%	0%
Ingénieurs arboricoles	Pers-mois	16,67	0,67	0	0	0	0%	0%
Technicien arboricoles	Pers-mois	48,00	1,33	0	0	0	0%	0%
c-Champ écoles								
Sensibilisation	session	1,00	1,00	0	0	0	0%	0%
Formation des facilitateurs	session	8,00	5,00	0	0	0	0%	0%
Assistance technique	H-mois	1,00	0,50	0	0	0	0%	0%
Matériel pédagogique	Kit	2,00	1,00	0	0	0	0%	0%
Extension plantation prunier /c	ha	75,00	-	0	0	0		0%
a. Etude de faisabilité technico-économique /b	U	1,00	1,00	0	0	0	0%	0%
d. Réhabilitation de l'unité de séchage de prunes /e	FF	1,00	-	0	0	0		0%
e. Appui à la commercialisation /f	FF	1,00	-	0	0	0		0%
f. Formation du	session	36,00		0	0	0		0%

personnel /g			-					
g. Participation aux foires	FF	4,00	-	1	0	0		0%
1. Opérations spécifiques et assistées d'efficacité énergétique								
a. Etudes préalables et de faisabilité énergétique								
Etude de faisabilité énergétique d'une unité de séchage de prune de 18 T/J	Etude	1,00	1,00	0	0	0	0%	0%
b. Infrastructure efficiente en énergie								
Alimentation des puits en énergie solaire prune /c	U	4,00	2,00	0	0	0	0%	0%
Séchoir de prune /e	U	1,00	1,00	0	0	0	0%	0%
construction de l'unité de briquettes	U	1,00	1,00	0	0	0	0%	0%
équipement de l'unité de briquette	U	1,00	1,00	0	0	0	0%	0%
développement de la filière viandes rouges								
Préparation et mise en œuvre des PDF amont et aval	Etude	1	1	0	1	1	100 %	100 %
1. Renforcement des groupements ANOC								
a- Convention ANOC	Groupement	8	-	4	0	0		0%
b- Construction de locaux de stockage d'aliment de bétail	Local	3	-	0	0	0		0%
2. Création de nouveaux groupements	Groupement	5	-	0	0	0		0%
3. Acquisition des terrains pour la construction des locaux de stockage d'aliment	Lot	8	1	0	0	0	0%	0%
4. Renforcement des éleveurs non membres de l'ANOC								
a-renforcement des capacités								
Formation des éleveurs	session	10	1	1	0	0	0%	0%
Renforcement des capacités des femmes	session	10	-	0	0	0		0%
Démonstrations	Forfait	10	-	0	0	0		0%
Voyages d'échange	Voyage	5	-	0	0	0		0%
b- construction de locaux de stockage d'aliment de bétail	Local	5	-	0	0	0		0%
c- Promotion des AGR d'élevage d'ovins	Brebis	500	0	200	0	0		0%
d- tendues de luzerne	U	10	-	0	0	0		0%
e- plan d'amélioration des ressources sylvo pastorales	Etude	1	0	1	0	0		0%
5. Diversification des ressources fourragères	Ha	25	-	0	0	0		0%

développement de la filière apiculture					0	0		
Préparation et mise en œuvre des PDF amont et aval	Etude	1	1	0	1	1	100 %	100 %
Renforcement des capacités des apiculteurs					0			
a- Acquisition de ruches pleines	Ruches	1300	0	300	0	0		0%
b- Formation des apiculteurs membres des OP				0	0	0		
Formation par apprentissage des apiculteurs /fils d'apiculteurs	Per-mois	50	0	5	0	0		0%
Formation en techniques de production	session	6	0	0	0	0		0%
Formation sur la santé es ruchers	session	6	0	2	0	0		0%
Formation sur la confection des ruches	session	3	0	0	0	0		0%
Assistance technique pour accompagnement des membres des OP	pers-mois	53	5	5	0	0	0%	0%
1.Unité de conditionnement								
Achat de matériel d'analyse pour l'unité de conditionnement de miel	Kit	1	0	1	0	0		0%
Construction d'une plate-forme de vente pour l'unité de conditionnement de miel	Local	1	0	0	0	0		0%
Aménagement de locaux pour coopératives	Local	10	0	0	0	0		0%
Acquisition de matériel d'extraction pour les coopératives	Kit	10	0	5		0		0%
Equipement informatique et bureautique	Kit	10	0	0	0	0		0%
A.T à la labellisation/commercialisation	AT	2	0	1	0	0		0%
2. Renforcement des capacités								
Formations des apiculteurs	Session	1	0	0	0	0		0%
Formation des membres des bureaux des coopératives (en gestion des OP)	Session	5	1	0	0	0		0%
Contrat programme avec l'ODCO	programm e	4	0	0	0	0		0%
Etude des caractéristiques des potentialités mellifères et des miels	Etude	1	0	1	0	0		0%
3. Appui aux membres des coopératives								
AT pour la formation des membres des coopératives	AT	2	0	1	0	0		0%
AT pour l'appui à la commercialisation	AT	2	0	0	0	0		0%

A- Optimisation dans l'utilisation des RN et Restauration des services écosystémiques								
Opérations spécifiques et assistées d'efficacité énergétique								
1- Etudes préalables et de faisabilité énergétique								
Etude de faisabilité Énergétique. Apiculture	Etude	2	2	0	0	0	0%	0%
2- Assistance technique et formation								
Voyages d'échange	Voyage	2	0	0	0	0		0%
B- Mise à disposition des technologies d'adaptation aux CC en agriculture et des pratiques de diversification des productions								
1. Plans participatifs de GRN pour l'adaptation au CC								
Plans de développement adaptative au niveau "produit" (miel)	Etude	1	1	1	0	0	0%	0%
2. Diversification et amélioration de la qualité des produits / sous-produits du Miel								
Formation par apprentissage des membres de coopératives apicole dans les institutions spécialisées ou chez des apiculteurs professionnels	Voyage	2	1	0	0	0	0%	0%
Suivi régulier des ruches par une assistance technique	AT	4	2	0	0	0	0%	0%
A.T aux activités d'expérimentation et de recherche liées au contrôle du potentiel productif et commercial	AT	1	0,5	0	0	0	0%	0%
Soutien aux organisations féminines d'apiculture (liée aux PAM)	AT	2	1	0	0	0	0%	0%
A.T Service apicole	AT	4	2	0	0	0	0%	0%
Formations des apiculteurs	Session	8	8	1	0	0	0%	0%
3. Valorisation des produits de terroir et liés à la résilience au CC								
Plantes aromatiques et médicinales (PAM)								
Etude des potentialités des PAM	Etude	1	1	1	0	0	0%	0%
Assistance techniques	AT	1	1	0	0	0	0%	0%
développement de la filière lait								

Etude de préparation et mise en œuvre des PPDF Amont et Aval	Etude	1	1	0	1	1	100 %	100 %
Centres de collecte								
Convention d'études et de contrôle des travaux	Etude	8	1	4	0	0	0%	0%
Construction des Centres de collecte	Centre	8	1	2	0	0	0%	0%
Equipement des Centres de collecte	Centre	8	1	4	0	0	0%	0%
action transversales								
Coordination et Gestion du PDRZM /SEFROU	FF							
Gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique et diversification								
1. Assistance technique et formation								
Assistance technique	unité/an	5	1	0	0	0	0%	0%
Formations	session	5	5	0	0	0	0%	0%
Etude sur les conditions d'accès aux subventions µ finance	étude	1	0	1	0	0		0%
Voyages d'échange	voyage	2	2	0	0	0	0%	0%
2. Opérations spécifiques et assistées de l'économie de l'eau								
Formation des AUEA	session	2	1	1	0	0	0%	0%
Champs-école "Economie d'eau"	FF	2	1	0	0	0	0%	0%
Voyages d'échange	voyage	6	2	0	0	0	0%	0%
3. Opérations spécifiques et assistées d'optimisation des traitements phytosanitaires et pratiques agricoles adapté au CC								
Appui-conseil	homme/mois	6	3	0	0	0	0%	0%
Champs-école TPS et pratiques agricoles"	FF	1	1	0	0	0	0%	0%
Assistance technique	homme/mois	2	2	0	0	0	0%	0%
Voyages d'échange		4	1	0	0	0	0%	0%
4. Mise à disposition des technologies d'adaptation aux CC en agriculture et des pratiques de diversification des productions								
a. Etude de système de gestion et de création de valeur au niveau "écosystème"								
	Etude	1	1	0	0	0	0%	0%
b. L'Horticulture associé à l'arboriculture								

AT typologie de micro-projets	homme/mois	2	2	0	0	0	0%	0%
Equipements de micro-projets	homme/mois	2	2	0	0	0	0%	0%
c. Stations météorologiques	station	3	3	0	0	0	0%	0%
5. Diversification des emplois verts liés à la résilience au CC								
Etude de faisabilité sur les emplois verts	Etude	1	1	0	0	0	0%	0%
Actions spécifiques et assistées (équipes métiers, staff pour unité de valorisation ...)	FF	8	8	0	0	0	0%	0%
6. Actions transversales								
Action de communication et de sensibilisation/r	FF	5	1	1	0	0	0%	0%
Monitoring environnemental/s	FF/an	5	1	0	0	0	0%	0%
Infrastructure et aménagement hydro agricole								
1. Aménagements hydro-agricoles								
a. Etude des ressources en eau et de PMH								
Etude de diagnostic ressources en eau souterraines	Etude	1	1	1	0	0	0%	0%
Etudes du projet d'exécution PHM ET DAO	ha	430	215	430	0	0	0%	0%
AT & suivi des travaux (Ingénieur GR)	H/mois	25	0	0	0	0		0%
AT & suivi des travaux (Tech GR)	H/mois	48	0	0	0	0		0%
Appui institutionnel au SMOP ingénieur GR /a	H/mois	27	5	0	0	0	0%	0%
Contrôle qualité des travaux	U	1	0	0	0	0		0%
formation des AUEA	session	16		0	0	0		0%
b. Exécution des travaux d'AHA								
Construction de seuils de dérivation	U	6		0	0	0		0%
Equipement en goutte à goutte	ha	5		0	0	0		0%
Construction de Captage de sources	U	3		0	0	0		0%
Bétonnage de séguías	ml	16000		0	0	0		0%
2. Pistes rurales								
a. Etude de réhabilitation de pistes								
Etude d'exécution et DAO	km	13	13	13	0	0	0%	0%
AT & suivi des travaux (Ingénieur GR)	H/mois	4		0	0	0		0%
b. Aménagement et réhabilitation des pistes agricoles	km	13						0%
c. Travaux de réhabilitation des pistes								

agricoles								
AT & suivi des travaux (Tech GR)	H/mois	6		0	0	0		0%
Contrôle qualité des travaux (laboratoire)	U	1		0	0	0		0%
Atelier de formation sur l'entretien et la maintenance des pistes	U	1		0	0	0		0%
3. CES								
Construction d'ouvrages en gabion /b	m3	13000		0	0	0		0%
Atelier de formation sur l'entretien et la maintenance des pistes	U	0		0	0	0		

Appendice 5 : Questions financières

Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5 A: Décaissements par bailleur au 31/10/2016 (USD millions)

Financiers	Prévu	Décaissement	%
Prêt FIDA	26	-	-
Don ASAP	2	-	-
Don FEM	6,5	-	-
Contribution du Gouvernement	14	-	-
Contribution des bénéficiaires	2	-	-
Coût total du programme	50,5	-	-

Tableau 5 B: Décaissements par bailleur et par composante au 31/10/2016 (USD millions)

Composantes	Prêt FIDA			Don ASAP			Don FEM			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%
I. développement et valorisation des filières	24	-	-	2	-	-	0	-	-	10	-	-	2	-	-	38	-	-
II. Gestion des ressources naturelles, diversification et adaptation au cc	0	-	-	0	-	-	6.5	-	-	2	-	-	-	-	-	8.5	-	-
III. Coordination et gestion du projet.	2	-	-	0	-	-	0	-	-	2	-	-	-	-	-	4	-	-
Total	26	-	-	2	-	-	6.5	-	-	14	-	-	2	-	-	50.5	-	-

Tableau 5 C-1: Décaissements du prêt FIDA au 31/10/2016 (DTS)

Catégories	Allocations initiales	Décaissements réels	en %
Génie Civil	3 000 000	-	-
Equipements et matériels	6 750 000	-	-
Formation	4 000 000	-	-
Consultants	1 100 000	-	-
Non alloué	1 650 000	-	-
Total	16 500 000	-	-

Tableau 5 C-2: Décaissements du don ASAP au 31/10/2016 (DTS)

Catégories	Allocations initiales	Décaissements réels	en %
Génie Civil	660 000	-	-
Equipements et matériels	320 000	-	-
Formation	140 000	-	-
Consultants	45 000	-	-
Non alloué	130 000	-	-
Total	1 295 000	-	-

Tableau 5 C-3: Décaissements du don FEM au 31/10/2016 (USD)

Catégories	Allocations initiales	Décaissements réels	en %
Equipements, véhicules et matériels	3200 000	-	-
Formation et assistance technique	1 900 000	-	-
Etudes et conventions	1 000 000	-	-
Gestion du projet	410 000	-	-
Total	6 510 000	-	-

Tableau 5.D : Examen du plan de passation de marchés

Pays	Maroc- PDRZM	
Référence du financement	2016	
Période couverte du plan de passation des marchés	17 novembre 2016	

Exigences / Points à vérifier	Point(s) essentiel(s) de la procédure d'examen	Fait (O/N) ¹⁵
1. Présentation du procurement plan		
1.a. Plan de passation de marchés couvre 18 ou 12 mois	Examen critique du document	O
1.b. Activités des achats présentées par composante du projet correctement identifiées et référencées		O
1.c. Activités des achats regroupées selon la catégorie (biens/ travaux/services) pour chaque composante du projet		O
1.d. Activités des achats regroupées en lots/marchés groupés au sein de chaque catégorie		O
1.e. Pour chaque activité des achats, indication de la catégorie, méthode d'achat, estimation de coûts, exigence de revue du FIDA, et calendrier prévu pour le processus d'achat dans son ensemble		O
1.f. Indication du nom du contractant et du montant du contrat (après attribution du contrat) comme un élément de la mise à jour annuelle du plan de passation de marchés		O
2. Cohérence avec les objectifs projets et le plan de travail annuel		
2.a. Activités des achats sont pertinentes avec les objectifs du projet	Analyse comparative du plan de passation de marchés avec cadre logique du projet, document de conception projet et plan de travail annuel.	O
2.b. Nature et quantité de biens/ travaux/ services sont en cohérence avec le rapport d'évaluation.		O

¹⁵Indiquez si oui ou non cette étape de la revue a été réalisée. Toutes réponses négatives devront être justifiées dans le rapport.

Exigences / Points à vérifier	Point(s) essentiel(s) de la procédure d'examen	Fait (O/N)
2.c. Nature et quantité de biens/ travaux/ services sont en cohérence avec les activités telles que dans le plan de travail annuel		O
3. Analyse des estimations financières		
3.a. Vraisemblance des estimations de coût	Les coûts se basent sur les estimations du Costab. Une enquête faisant appel à différentes sources (bases de calcul disponibles à l'ADA de prévisions de coûts, achats semblables pour d'autres projets, expérience du FIDA, etc.)	N
3.b. Reflet des estimations de coût d'achats sur le budget annuel	Il existe des écarts entre le budget achats (selon morasse budgétaire) et le PTBA	N
3.c. Estimations de coût d'achats sont contenus/ sont au-delà de l'affectation de fonds à chaque catégorie de dépense du projet	Première année du projet.	N/A
4. Conformité aux règles et procédures applicables		
4.a. Méthodes de passation des marchés choisies sont en ligne avec l'accord de financement, directives du FIDA et règles nationales applicables en matière de marchés publics(le cas échéant)	Vérification de méthode de passation des marchés choisie pour chaque activité des achats, par rapport aux dispositions de l'accord de financement, des directives du FIDA et des règles nationales applicables en matière de marchés publics	O
5. Calendrier d'exécution et échéancier des activités d'achat		
5.a. Calendrier d'exécution prévu pour chaque activité d'achat est réaliste	Retard dans l'attribution des marchés et risque d'expiration des dates de validité des offres compte tenu de l'absence de délégations de crédits.	N
5.b. Dates de livraison prévues de biens/ travaux/ services sont en accord avec les objectifs concrets conformément au PTBA	Retards dans la réalisation du PTBA.	N

Date d'approbation du plan de passation de marchés : 28 octobre 2015

Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement, état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date
Section E 1.	Nomination des directeurs provinciaux en tant que directeurs de programmes	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Décision de création de de l'UCCP par l'ADA	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Décision de création des UGP	Avant le premier décaissement	Disposition respectée
Section E 1.	Logiciel de gestion comptable et financière opérationnel.	Avant le premier décaissement	Clause non respectée
Annexe 1. II 3	Comité national de pilotage		La première réunion est prévue en 2017
Annexe 1. II 4	Réunions trimestrielles de coordination (UCCP, UGPP et ONCA)		Clause non respectée
Annexe 1. II 7	Réunions des comités provinciaux et locaux		Ces réunions seront prévues en 2017
Annexe 1. II 7	Formalisation des partenariats avec les institutions concernées		Evaluations de performance non formalisées
Annexe 3	Clauses particulières : a), b), c),		Clauses respectées
Section 4.02 b)	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA		Disposition respectée
Section 4.04	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives		Disposition non respectée au niveau des DRF en cours de préparation
Section 7.01 b)	L'UGP élabore annuellement un projet de PTBA	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 60 jours avant le début de l'année du projet considéré	Disposition non respectée pour le PTBA 2017
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur		Disposition respectée
Section 7.08	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de saines pratiques commerciales		Disposition respectée
Section 7.11	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée
Section 8.02	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets		Système de suivi-évaluation en cours de mise en place
Section 8.03	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA	Chaque semestre et à la fin de chaque exercice	Disposition non respectée
Section 9.01	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées		Disposition non respectée
Section 9.03	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	30 juin de chaque année	Premier audit en 2017
Section 11.01	Le financement et les paiements au titre des frais de service du prêt sont nets de tout impôt.		Disposition respectée

Appendice 7: Gestion des savoirs, apprentissage et innovation

1. A ce stade de mise en œuvre du programme, les actions innovantes et de gestion du savoir identifiées lors de la conception du Programme ne sont pas encore réalisées en totalité. Un partage de l'expérience très pertinente du projet de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz (PDFAZMH) dans la gestion et la mise en œuvre des projets de développement des filières des zones de montagne avec l'UCCP et les deux UGPP du PDRZM s'avérerait utile en termes d'innovations.

I. Innovations :

2. Les principales innovations introduites par le programme, lors de sa conception, dans le cadre du développement des filières agricoles et animales et l'adaptation aux changements climatiques consistent en : la constitution d'équipes métiers, un encadrement participatif de proximité à travers le système des écoles aux champs, l'introduction de bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène et la labellisation de certains produits de terroir et les connaissances et bonnes pratiques contre la vulnérabilité climatique dont les actions sont financées par l'ASAP et le GEF, telles que la promotion de l'énergie solaire et la production de briquettes pour la production d'énergie par les sous-produits de la noix et des olives (grignons, brous, coques).

a. Constitution des équipes métier par filière

3. Parmi les innovations du projet, la création des équipes-métier constituées sous forme coopérative et composées essentiellement de jeunes ruraux, afin d'assurer des prestations de services agricoles aux bénéficiaires et participer au transfert de technologie à leur profit. Sur la base des leçons tirées du PDFAZMH, le choix des membres devrait être mené conformément aux critères suivants, recommandés par le rapport de conception du programme :
 - pour l'opération taille : retenir des jeunes des deux sexes, avec une bonne condition physique ;
 - pour l'opération récolte : retenir des jeunes des deux sexes, en réservant la manutention des caisses de ramassage aux hommes ;
 - pour le contrôle phytosanitaire : choisir des jeunes des deux sexes ayant un niveau scolaire avancé pour bien lire et comprendre les notices des produits phytosanitaires ;
 - pour l'éclaircissage : tâche réservée uniquement aux femmes, vu la nature de l'opération qui exige doigté et précision.
4. Afin d'améliorer le niveau professionnel des équipes-métiers pour rendre un meilleur service aux bénéficiaires, le projet devra assurer un programme de formation pratique en faveur de ces jeunes techniciens. La formation de proximité devrait être suivie par des voyages à l'agropôle de Meknès et dans la zone d'action d'Al Haouz.
5. Par la suite, et dans le cadre de la formation continue, les membres des équipes-métier devraient être encadrés avec des formations périodiques en fonction du timing des opérations programmées.
6. L'encadrement des équipes métiers s'accompagnerait par la distribution du matériel suivant : sécateurs électriques, tronçonneuse, vibreurs, scies manuelles, ébrancheurs, pulvérisateur de 100 litres porté sur brouette.
7. Les principales leçons tirées de cette innovation à transférer du PDFAZMH au PDRZM, se résument comme suit :
 - les membres des équipes métiers doivent être sélectionnés parmi les habitants de la zone d'action pour assurer un service de proximité plus efficace ;
 - les équipes métiers doivent être dotées de moyen de transport pour faciliter leur déplacement surtout que la demande de leurs services chez les agriculteurs serait assez forte ;

- un siège social équipé permet à l'équipe métier, non seulement d'être plus connue auprès des agriculteurs, mais aussi de mieux s'organiser pour une gestion plus efficace de leur coopérative ; ce siège devrait inclure un magasin de stockage du matériel en périodes creuses ;
- le matériel octroyé au début est insuffisant pour subvenir aux besoins et demandes croissantes au moment des travaux ; le projet devrait donc les accompagner auprès de la SFDA pour obtenir des crédits d'investissement (moyens de transport et équipement) et frais de fonctionnement ;
- un minimum de niveau scolaire (secondaire et plus) serait nécessaire pour mieux acquérir le savoir-faire et le transmettre aux bénéficiaires de manière plus efficace.

b. L'instauration de système des écoles au champ (FFS) pour les filières agricoles

8. Dans le cadre de la formation agriculteur-agriculteur, le projet devra travailler en étroite collaboration avec les cadres de l'ONCA pour l'instauration du système des écoles aux champs (FFS). La FFS est basée sur l'amélioration des capacités des agriculteurs à prendre des décisions dans leur propre exploitation par l'utilisation des techniques d'apprentissage développées pour l'éducation des adultes. Après la période de formation, les agriculteurs continuent à avoir des réunions pour l'échange d'informations, mais avec des contacts moins fréquents avec les vulgarisateurs.
9. L'expérience du PDFAZMH dans ce domaine montre bien que la réussite de cette innovation est tributaire des critères suivants : accessibilité du verger (bordure de route de préférence), appartenance du verger à un homme bien connu au niveau de la zone, le propriétaire du verger doit être ouvert et prédisposé à l'acquisition des techniques culturelles

c. Vente en ligne

10. Une autre innovation introduite pour la première fois dans les zones de montagne par le PDFAZMH, pourrait l'être au niveau de la zone du PDRZM. Il s'agit de la vente en ligne de béliers à l'occasion de l'Aid Al Adha sur le site web www.hawli.net. Cette innovation en marketing a permis aux petits éleveurs d'écouler leurs béliers à des prix plus élevés sans payer les frais de transport.
11. Cependant, et en vue de garantir la durabilité de cette innovation, les membres des groupements des éleveurs doivent prendre en charge eux-mêmes la gestion de la vente en ligne. A cet effet, les deux UGPP devraient renforcer les capacités des membres des groupements d'éleveurs pour leur transférer progressivement la gestion de la vente en ligne de leurs produits.

II. Gestion du savoir et communication

12. En termes de communication, et vu le stade précoce de mise en œuvre du programme, les deux UGPP devraient établir dès maintenant une stratégie de communication pour documenter et diffuser les principales réussites du projet. Cette stratégie serait basée sur les éléments suivants : publication d'articles dans la presse nationale et les revues électroniques, participation par des communications à des symposium internationaux (tels que le Salon international de l'Agriculture de Meknès), une forte présence à la Foire nationale de l'olivier, la participation au symposium régional « tourisme et produits de terroir », la création d'un site web du programme, et une contribution régulière au portail d'information sur le secteur agricole géré par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime d'une audience très large sur ligne¹⁶. Cette plateforme servirait également à diffuser les connaissances et bonnes pratiques contre la vulnérabilité climatique financées par le GEF et l'ASAP pour la première fois en zone de montagne.
13. Le système de suivi-évaluation en cours d'établissement servirait entre autres à mieux documenter les acquis et réussites du programme. A ce propos, l'enquête de base qui devrait répondre aux normes définies par le FIDA, l'ASAP et le GEF pour le SYGRI et le CC- Tracking Tool devrait être réalisée au début de 2017. Elle serait suivie par une enquête d'évaluation à mi-parcours et finale lors de la dernière année du Programme. Ces trois enquêtes serviront à évaluer les effets et impacts du programme, principalement à travers les indicateurs SYGRI de troisième niveau (pour la dernière enquête), qui sont principalement : la contribution à la réduction de la pauvreté rurale en zone de montagne de 30% en 2030 et la diminution à 10% de la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans.

¹⁶ <http://www.agrimaroc.ma/>.

III. Principales leçons tirées

14. Deux éléments clés sont impératifs pour réussir le développement des filières dans les zones de montagne, à savoir : (i) une approche participative à l'amont et à l'aval des filières, et (ii) le renforcement des capacités des OPA sur les aspects gestion et commercialisation à l'aval.
15. En plus des leçons relatives aux innovations indiquées ci-dessus, les acquis du PDFAZMH, parfaitement applicables au PDRZM, indiquent bien que la durabilité du développement des zones de montagne doit nécessairement se baser sur la responsabilisation des populations et des communautés locales à un stade précoce de la mise en œuvre. Cette responsabilisation devrait avoir lieu à travers le développement et le renforcement des capacités des coopératives pour être capables de gérer leurs ressources au profit de leurs membres et opérer sur une base professionnelle et commerciale.
16. Concernant ce renforcement des capacités des OPA sur les aspects gestion et commercialisation, l'expérience du PDFAZMH a montré qu'il est nécessaire d'initier les activités de renforcement des capacités à l'aval dès le démarrage du projet et de ne pas attendre la réalisation des unités de valorisation. Ainsi, les deux UGPP devraient organiser dès maintenant des réunions avec les membres des coopératives sur l'organisation des activités de valorisation et la gestion des unités et les sensibiliser au renforcement impératif de leurs capacités entrepreneuriales. Cette période de sensibilisation doit être suivie par l'organisation de sessions de formation sur ces aspects parallèlement à la construction des unités de valorisation. Le programme de formation devrait être focalisé sur le coaching entrepreneurial, la révision continue des plans d'affaires et la gestion administrative et financière. Les UGPP pourraient avoir recours à des centres expérimentés dans ces domaines tels que le Centre des jeunes dirigeants et le Réseau Maroc Entreprendre.

